



La lettre de la CPI

Mars 2008 #20

ICC-PIDS-NL-20/08_Fr

Editorial p.1 | Jonction d'instance dans les affaires Germain Katanga et Mathieu Ngudjolo Chui p.1 | Bureau du Procureur : pourquoi l'arrestation de Mathieu Ngudjolo Chui est-elle importante ? p.2 | Dernières informations concernant l'affaire Le Procureur c. Thomas Lubanga p.3 | Q & A with the Registrar - trial in situ p.4 | Bureau de l'Assemblée des États parties p.5 | La République de Madagascar ratifie le Statut de Rome de la Cour pénale internationale p.5 | La CPI accueille la première des trois séances d'information à l'intention du corps diplomatique prévues pour 2008 p.7 | La CPI tient sa neuvième réunion stratégique avec les organisations non gouvernementales p.8 | La CPI organise des débats publics en Ituri et au Nord Kivu p.9 | La CPI inaugure un programme de sensibilisation en milieu scolaire dans le nord de l'Ouganda p.10 | Des responsables du Greffe de la CPI rencontrent une délégation de l'Armée de résistance du Seigneur p.11 | Le Greffier, Bruno Cathala : les cinq premières années de la CPI p.12 |

Éditorial

Le mois d'avril marque le départ du premier Greffier de la Cour, Bruno Cathala. Lorsqu'il est arrivé comme premier employé de la Cour il y a cinq ans, il n'y avait pas de salles d'audience, pas d'affaires et aucun autre membre du personnel. M. Cathala a depuis lors aidé la Cour à évoluer et à devenir, à partir d'un bâtiment vide, de quelques membres du personnel détachés par les Nations Unies, et du matériel laissé par les locataires précédents, l'institution actuelle dont le personnel compte plus de 700 membres.

Grâce à la détermination de M. Cathala à mener à bien la mission de la Cour, le Greffe actuel est une véritable pierre angulaire des premières réussites de la Cour. M. Cathala a concentré ses efforts sur l'établissement d'une cour juste et équitable, et il a fait en sorte de garantir que l'aide offerte par le Greffe protège tant les droits de la Défense que ceux des victimes. Comme le montre son attachement à la mise en place du programme de sensibilisation de la Cour, projet qui constitue désormais un élément essentiel des activités de la Cour, le Greffe comprend qu'il faut montrer que justice est rendue, point qu'il considère comme partie intégrante du mandat de la Cour. Le soutien du Greffier à la création des six bureaux extérieurs dans quatre pays différents a permis de rapprocher la Cour des communautés touchées. De nombreux aspects importants des opérations actuelles de la Cour, ainsi que de son plan stratégique, portent les marques indélébiles de la vision initiale de M. Cathala.

Je suis très reconnaissant à M. Cathala pour l'ensemble de son travail, conscient des nombreux défis qu'il a dû relever, et je lui souhaite tout autant de réussite et de succès dans ses nouvelles fonctions judiciaires.

Philippe Kirsch, Président de la CPI

Jonction d'instance dans les affaires Germain Katanga et Mathieu Ngudjolo Chui

La Chambre préliminaire I a décidé le 10 mars 2008 de joindre les affaires Katanga et Ngudjolo au motif qu'ils sont conjointement poursuivis pour leur participation criminelle aux mêmes faits, décrits dans leurs mandats d'arrêt respectifs.

Germain Katanga, commandant présumé de la Force de résistance patriotique en Ituri (FRPI), a été remis et transféré à la Cour le 17 octobre 2007, suite à un mandat d'arrêt délivré le 2 juillet 2007 sous scellé par la Chambre préliminaire I sur requête du Procureur. Les scellés ont été levés le 18 octobre 2007.

Mathieu Ngudjolo Chui, présumé ancien dirigeant du Front des nationalistes et intégrationnistes (FNI), a été arrêté par les autorités congolaises et transféré à la Cour pénale internationale le 7 février 2008, suite à un mandat d'arrêt délivré le 6 juillet 2007 sous scellé par la Chambre préliminaire I sur requête du Procureur. Les scellés ont été levés le 7 février 2008.

Germain Katanga et Mathieu Ngudjolo Chui sont tous deux poursuivis, en tant que coauteurs, pour des crimes qui auraient été commis durant et après l'attaque du 24 février 2003 menée conjointement par la Force de résistance patriotique en Ituri (FRPI) et le Front des nationalistes et intégrationnistes (FNI) contre le village de Bogoro, en Ituri.

La Défense de Mathieu Ngudjolo Chui a demandé, le 17 mars, à la Chambre préliminaire I l'autorisation de faire appel de cette décision de jonction, au motif que la Chambre préliminaire n'est pas compétente pour en décider, une telle décision devant relever de la Chambre de première instance. Selon la Défense l'interprétation faite par la Chambre préliminaire I de l'article 64(5) du Statut de Rome, n'est pas conforme au principe de la légalité. Cet article stipule : « la Chambre de première instance peut, en le notifiant aux parties, ordonner la jonction ou la disjonction, selon le cas, des charges portées contre plusieurs accusés ». Le 9 avril

suite page 4

Bureau du Procureur : pourquoi l'arrestation de Mathieu Ngudjolo Chui est-elle importante ?

Depuis le 7 février dernier, Mathieu Ngudjolo Chui est la troisième personne à avoir été arrêtée et transférée au quartier pénitentiaire de la Cour pénale internationale (CPI) à La Haye. Il doit répondre de trois chefs d'accusation pour crimes contre l'humanité et de six chefs d'accusation pour crimes de guerre. L'arrestation de Mathieu Ngudjolo Chui et sa remise à la Cour revêtent une importance particulière pour le Bureau du Procureur car elles marquent l'ouverture de la deuxième phase des enquêtes en République démocratique du Congo (RDC) qui seront désormais menées en dehors du district de l'Ituri. De surcroît, en termes de coopération internationale, cet événement représente une étape majeure car il est la preuve que le système instauré par le Statut de Rome pour lutter contre l'impunité est aujourd'hui bien compris et qu'il bénéficie d'un large soutien, dans la mesure où les pires criminels du monde font l'objet d'enquêtes et de poursuites et sont exclus de la scène politique.

Une nouvelle étape dans les enquêtes en RDC

Lorsque le Bureau du Procureur a décidé d'ouvrir sa première enquête en RDC en juin 2004, il a d'abord concentré ses efforts sur le district de l'Ituri, situé dans l'extrême nord-est de la Province Orientale. Cette région a été le théâtre des crimes les plus graves : selon des agences humanitaires, plus de 60 000 personnes sont décédées des conséquences directes du conflit, qui s'est déroulé de 1998 à 2003 dans une région où les ressources naturelles ont toujours attisé les convoitises internationales et où les groupes armés se sont livrés à des actes d'une extrême brutalité, n'hésitant pas à tuer, à violer, et à enrôler des enfants pour en faire des assassins.

La première affaire est *Le Procureur c. Thomas Lubanga Dyilo*. En août 2006, le Procureur a formellement accusé Thomas Lubanga Dyilo d'avoir procédé à la conscription et à l'enrôlement d'enfants de moins de 15 ans et de les avoir fait participer activement à des hostilités dans l'Ituri, d'avoir brisé la vie de ces enfants et de les avoir utilisés pour briser la vie d'autres civils innocents. Thomas Lubanga Dyilo était le chef d'un groupe armé connu sous le nom d'UPC-FPLC. Il sera le premier à être jugé par la CPI.

La deuxième affaire ouverte par le Procureur concerne également le district de l'Ituri et porte sur des crimes commis conjointement au début de 2003. Germain Katanga, ancien

chef des FRPI, et Mathieu Ngudjolo Chui, l'un des principaux dirigeants du FNI, seraient responsables au premier chef d'avoir ordonné à des troupes alliées sous leurs ordres de commettre des crimes horribles dans le village de Bogoro, rayant ainsi celui-ci de la carte.

Avec l'arrestation de Mathieu Ngudjolo Chui, le Bureau du Procureur ouvre une troisième enquête en RDC. D'autres demandes de mandat d'arrêt devraient être déposées dans les prochains mois ou les prochaines années. Différentes approches ont déjà été étudiées en vue de l'ouverture de la troisième affaire, et éventuellement d'une quatrième affaire dont la Cour sera saisie.

Selon certains rapports, des violences sexuelles d'une brutalité extrême, des déplacements forcés et des meurtres seraient commis dans les provinces du Kivu par divers acteurs, notamment par des soldats de l'armée régulière des FARDC¹, par des membres des FDLR², des membres des groupes *Mai Mai* locaux et des membres du CNDP³ de Laurent Nkunda. Il convient de noter que les scellés viennent d'être levés sur le mandat d'arrêt délivré contre Bosco Ntaganda, le chef d'état-major actuel du CNDP. Alors qu'il doit déjà répondre de crimes commis dans l'Ituri, il fait aujourd'hui encore parler de lui dans les Kivus, où des crimes continuent d'être commis.

Les crimes perpétrés dans les Kivus sont généralisés, et il faudra du temps pour établir la chaîne de commandement. Pendant ce temps, le Bureau s'efforcera de mettre le principe de complémentarité en pratique et de soutenir, dans le cadre des obligations que lui fait le Statut, les mesures prises par des acteurs nationaux et internationaux en vue de promouvoir les procédures nationales, éventuellement en faisant appel à des juges itinérants.

Les enquêtes pourraient également porter sur de hauts responsables de la région qui ont financé et organisé des milices.

Un tournant dans l'action des États visant à mettre un terme à l'impunité

La coopération des autorités congolaises, avec le soutien de la communauté internationale, a permis l'arrestation et la remise d'individus soupçonnés d'avoir commis des crimes monstrueux.

Il n'en reste pas moins que l'arrestation de

Mathieu Ngudjolo Chui revêt une importance particulière. Alors que Thomas Lubanga Dyilo et Germain Katanga étaient déjà détenus en RDC avant que la Cour demande leur arrestation et leur remise et qu'ils soient transférés à la Cour, Mathieu Ngudjolo Chui était un homme libre qui participait activement au processus de désarmement et de démobilisation, après avoir bénéficié d'une amnistie. Il était colonel dans l'armée congolaise.

Il s'agit pour la Cour de sa première « véritable » arrestation en RDC, laquelle a été effectuée en coopération avec les autorités congolaises, l'ONU et la Belgique, qui a mis un avion à disposition.

L'arrestation de Mathieu Ngudjolo Chui est également importante dans la mesure où elle n'a pas compromis le processus de désarmement et de démobilisation et n'a pas ravivé le conflit dans l'Ituri. Contrairement à ce que pensent certains commentateurs, l'intervention de la CPI ne tend pas à prolonger le conflit et n'engendre pas une intensification de la violence. Cela vaut pour la RDC, tout comme pour l'Ouganda et le Darfour.

Il est crucial que les États coopèrent pour tenir l'engagement pris à Rome de mettre fin à l'impunité, un engagement qu'il faut garder à l'esprit quel que soit le conflit que l'on s'emploie à résoudre. Le droit ne concerne pas uniquement le Procureur, les juges et les criminels. D'autres acteurs doivent s'adapter au nouveau cadre juridique, et ils le font. En RDC, l'accord signé à Goma exclut à juste titre toute amnistie pour des crimes relevant de la compétence de la Cour et réaffirme ainsi que l'engagement pris à Rome de mettre un terme à l'impunité n'est pas négociable.

Ailleurs aussi, les choses continuent à progresser. En République centrafricaine, à l'heure où le Gouvernement et les mouvements rebelles négocient des accords et où le pays entame un dialogue national, le Procureur a clairement indiqué que ces initiatives devaient se faire dans le respect du Statut de Rome. L'ambassadeur François Lonseny Fall, envoyé spécial de l'ONU et médiateur pour les accords, s'est exprimé en termes clairs et transparents à cet égard en déclarant que « les crimes impliquant la CPI ne peuvent pas être ignorés et ne feront l'objet d'aucune immunité ».

1. Forces armées de la République démocratique du Congo, l'armée régulière de la RDC.
2. Forces démocratiques de libération du Rwanda.
3. Conseil national pour la défense du peuple.

Dernières informations concernant l'affaire *Le Procureur c. Thomas Lubanga*



Thomas Lubanga Dyilo dans la salle d'audience © ICC-CPI

Les 12 et 13 mars 2008, la Chambre de première instance I a tenu une conférence de mise en état au cours de laquelle elle a discuté avec les parties d'un certain nombre de questions devant être réglées avant l'ouverture du procès Lubanga. Le 13 mars, la Chambre a fixé au 28 mars 2008 le dernier délai de communication des pièces par l'Accusation à la Défense.

Le 9 novembre 2007, la Chambre de première instance I a fixé au 31 mars 2008 la date de l'ouverture du premier procès à la CPI en l'affaire *Le Procureur c. Thomas Lubanga Dyilo*. Le 12 mars 2008, elle a annoncé que la date du procès devait être reportée au 23 juin 2008. Les raisons principales ayant motivé sa décision ont trait à la communication des pièces et à la protection des témoins, deux questions étroitement liées. Les textes de base font obligation à l'Accusation de fournir à la Défense, notamment, les éléments de preuve sur lesquels elle entend se fonder au procès. En outre, l'article 67(2) du Statut de Rome fait obligation au Procureur de communiquer à la Défense les éléments de preuve dont il estime qu'ils « tendent à disculper [l'accusé] ou à atténuer sa culpabilité, ou sont de nature à entamer la crédibilité des éléments de preuve à charge », autrement dit, les éléments de preuve à décharge.

La protection des témoins est une question étroitement liée à celle de la communication et ajoute à la complexité de cette dernière. Dans certains cas, révéler l'identité d'un témoin peut mettre en danger la vie d'une personne ou des membres de sa famille. En attendant qu'une décision soit prise sur les

demandes de mesures de protection soumises à l'Unité d'aide aux victimes et aux témoins, l'Accusation a sollicité des expurgations pour pouvoir s'acquitter de ses obligations en matière de communication tout en préservant la sécurité des personnes concernées. Dans le même domaine, la communication des éléments de preuve à décharge présente elle aussi certaines difficultés. C'est pourquoi il a été nécessaire de repousser l'ouverture du procès Lubanga (certaines questions importantes concernant la communication de pièces potentiellement à décharge sont toujours en suspens). La décision portant sur les questions relatives à la communication des pièces, aux responsabilités concernant les mesures de protection et à d'autres points de procédure a été rendue le 24 avril 2008.

S'agissant des obligations de la Défense en matière de communication des pièces, la Chambre de première instance I s'est prononcée sur la question dans une décision rendue le 20 mars 2008. La Défense contestait l'existence d'une telle obligation au motif que l'accusé a le droit de ne pas s'incriminer lui-même et, donc, qu'elle n'est pas tenue, en principe, de révéler ses éléments de preuve ou moyens de défense, à l'exception des éléments de preuve liés à la défense d'alibi ou à l'exonération de la responsabilité pénale. De surcroît, elle affirmait que seules les pièces qu'elle entendait utiliser au procès devaient faire l'objet d'une inspection. Enfin, elle a déclaré que puisque la question de l'admissibilité n'a été soulevée qu'au moment de la présentation des éléments de preuve, elle n'a pas pu communiquer ses arguments à ce sujet au stade préliminaire. Par conséquent, l'Accusation a invité la Chambre à interpréter au sens large les obligations de la Défense en matière de communication des pièces.

La Chambre a indiqué que le Statut de Rome imposait à la Défense un certain degré d'obligations en matière de communication des pièces pour garantir un procès équitable et rapide, et aider la Chambre à établir la vérité. Dans sa décision, la Chambre a fait observer qu'elle pouvait ordonner la communication d'éléments de preuve tendant à exonérer l'accusé de sa responsabilité pénale. Elle a souligné, que pour garantir l'équité du procès, la Défense ne devait être tenue qu'à des obligations de communication mesurées. En particulier, elle a ordonné à la Défense de déposer trois semaines avant le procès un document exposant en termes généraux

les moyens de défense que l'accusé entend invoquer ainsi que tout point substantiel de droit ou de fond qu'elle entend soulever. Le 31 mars 2008, la Défense a déposé une requête aux fins d'interjeter appel de cette décision, requête qui a été rejetée le 8 mai 2008.

La Cour s'étant fixée pour objectif de donner aux victimes la possibilité de participer à la procédure et de mettre la justice à leur portée, il a été proposé d'organiser une partie du procès en République démocratique du Congo (RDC). Le Greffe de la CPI a effectué une étude de faisabilité rigoureuse à l'issue de laquelle un lieu approprié a été retenu et il a été décidé qu'il était possible d'y organiser au moins une partie du procès. Toutefois, le Gouvernement congolais a fait savoir à la Cour que le lieu retenu n'était pas approprié pour des raisons de sécurité. Le 12 mars 2008, la Cour a rendu oralement une décision par laquelle elle indiquait qu'aucune partie du procès ne se tiendrait en RDC. Un rappel détaillé des faits concernant cette question, y compris la position des parties et des représentants légaux des victimes, figure dans la version publique expurgée de la décision rendue le 8 mai 2008 par la Chambre sur les questions relatives à la communication des pièces, aux responsabilités concernant les mesures de protection et à d'autres points de procédure.

Quant au rôle et à l'étendue de la participation des victimes au procès, le mandat de certains participants reste mal défini. Dans sa décision du 7 mars 2008, la Chambre s'est penchée sur le rôle du Bureau du conseil public pour les victimes. Le Bureau du conseil public pour les victimes a clairement fait valoir que le Règlement de la Cour était élaboré en termes généraux pour que son mandat puisse être défini de manière souple. Cependant, l'Accusation comme la Défense ont soutenu que son mandat devait être limité. En particulier, la Défense considérait que la représentation légale des victimes par le Bureau du conseil public pour les victimes devait être temporaire. La Chambre a décidé que le Bureau du conseil public pour les victimes devait continuer de représenter les victimes demandant à participer aux procédures tant que leurs demandes n'avaient pas fait l'objet d'une décision. Ce n'est qu'ensuite que le Greffier sera chargé de trouver des représentants légaux pour défendre leurs intérêts.

[suite page 4](#)

suite de la page 5

De surcroît, la Chambre a indiqué que le Bureau du conseil public pour les victimes pouvait remplir diverses fonctions au stade du procès. Cela étant, c'est à la Chambre de déterminer son mandat. Elle a donc ordonné au « Bureau [de] consacrer[r] essentiellement ses ressources limitées aux principales fonctions qui lui sont conférées dans le cadre du Statut de Rome [...] à savoir fournir aide et assistance au représentant légal des victimes et aux victimes ». Par conséquent, le Bureau du conseil public pour les victimes peut comparaître devant la Chambre dans le cadre de l'examen de questions précises.

La deuxième question faisant l'objet de la décision de la Chambre concernait la possibilité pour le Bureau du conseil public pour les victimes de consulter certains documents. Le Bureau a fait valoir qu'il devait pouvoir consulter les documents susceptibles d'avoir une incidence sur les intérêts personnels des victimes. Sur ce point, l'Accusation a fait valoir que les demandeurs ne devaient pouvoir consulter des extraits confidentiels du dossier que dans des « circonstances tout à fait exceptionnelles ». La Défense a indiqué que le Règlement de procédure et de preuve ne prévoyait pas d'accorder aux personnes demandant le statut de victime la possibilité de consulter le dossier de l'affaire tant que la Chambre ne s'était pas prononcée sur leur demande. La Chambre a considéré que le Greffe devait communiquer au Bureau du conseil public pour les victimes les parties pertinentes des documents cités, sous réserve de certaines conditions.

Bien qu'il ne s'agisse pas d'un point de droit fondamental, un autre aspect important du travail de la Cour concerne l'utilisation des documents électroniques pour faciliter le bon déroulement de la procédure et économiser ainsi du temps, de l'argent et des ressources. Cet objectif s'est révélé plus difficile à atteindre qu'il n'y paraît, en raison d'un certain nombre d'obstacles sur le plan administratif et organisationnel, tandis que la Cour essaie de rendre possible, pour les conseils à Paris et à Kinshasa, la consultation à distance et par voie électronique des documents et éléments de preuve. En outre, dans ses décisions rendues le 24 janvier et le 13 mars 2008, la Chambre a examiné les demandes et préoccupations des parties et des participants concernant la procédure de gestion électronique des pièces de l'affaire par le biais d'un protocole de présentation électronique.

Questions-réponses avec le Greffier - procès *in situ***La Cour a envisagé de tenir un procès *in situ* dans l'affaire Lubanga. Quelles raisons l'ont amenée à envisager cette possibilité ?**

Ce n'est pas à moi de répondre à cette question puisque le Greffe ne peut pas prendre une telle initiative, ni prendre la décision d'organiser le procès dans un autre État que l'État hôte. Cette décision revient aux juges, qui tiennent compte pour cela des intérêts de la justice.

Cela étant, je peux dire que, d'un point de vue général, un principe essentiel de l'administration de la justice est que, pour être équitable, un procès doit être aussi ouvert et transparent que possible. Ce principe repose sur de nombreux fondements et, notamment, sur l'effet réparateur et dissuasif de l'action de la Cour. Il convient de s'employer dans toute la mesure du possible à faire en sorte que la procédure ait un retentissement auprès des populations les plus touchées. Il importe de mobiliser la population locale afin qu'elle se sente partie prenante à la procédure. C'est là un élément important de la légitimité de la Cour pénale internationale. À cet égard, il est intéressant de relever que l'équipe de la Défense dans le procès Lubanga a souhaité que la procédure de la CPI se déroule sur le territoire de la République démocratique du Congo (RDC). Les avantages que présenterait cette approche ne sont pas seulement symboliques, mais également logistiques et pratiques, puisqu'elle permettrait d'améliorer sensiblement la couverture médiatique du procès en RDC du fait que la procédure serait en partie ou intégralement tenue *in situ*.

Pensez-vous que la tenue d'un procès *in situ* aurait des retombées bénéfiques pour la population de la RDC ?

Dans un contexte adéquat, l'administration

équitable et transparente de la justice ne peut qu'avoir des effets positifs pour la population du pays sur le territoire duquel les crimes auraient été commis. C'est un point qu'ont également confirmé les membres de l'équipe chargée des activités de sensibilisation à l'égard de la RDC.

Pourquoi a-t-il été finalement décidé de tenir le procès à La Haye ?

Le Greffe a mené une étude de faisabilité concernant la tenue d'une partie du procès en RDC. J'ai été très satisfaite des travaux de l'équipe qui a mené cette étude, laquelle a rendu possible l'organisation de procès *in situ* dans des délais très courts. De fait, le juge Fulford a également salué les efforts déployés par le Greffe. Dans le cadre de cette étude, nous avons été en contact avec le Gouvernement de la RDC qui, après avoir évalué la situation, a estimé que la tenue d'un procès de la CPI à l'endroit que nous avions envisagé - une région du pays dans laquelle la paix n'avait été rétablie qu'assez récemment - était susceptible de compromettre cette paix. C'est la raison pour laquelle la Chambre de première instance a décidé de mener l'intégralité du procès à La Haye.

Pensez-vous que la Cour pourra envisager à l'avenir de mener un procès *in situ* ?

Les travaux préparatoires effectués par la Cour ont démontré qu'un procès *in situ* est tout à fait réalisable d'un point de vue logistique. Ainsi, même si un procès *in situ* n'a pas pu avoir lieu pour l'affaire Lubanga, les travaux menés se sont néanmoins révélés utiles. Dans un contexte adéquat, pour autant que la population locale y trouve un avantage et que les incidences financières soient raisonnables, je pense que cette idée redeviendrait d'actualité.

suite de la page 1

2008, la Chambre préliminaire a fait droit à cette demande concernant la question de savoir si la Chambre a commis une erreur d'interprétation de l'article 64-5 du Statut et de la règle 136 du Règlement qui enfreint le principe de légalité.

Par ailleurs, le 27 mars 2008, la Chambre Préliminaire I a refusé la demande de mise en liberté provisoire déposée par la Défense de Mathieu Ngudjolo Chui. La Défense a interjeté appel de cette décision.

Les appels contre la décision de jonction d'instance et contre la décision sur la demande de mise en liberté provisoire de Ngudjolo sont, entre autres appels, pendants devant la Chambre d'appel.

Bureau de l'Assemblée des États parties



M. Bruno Cathala, Mme Hlengiwe Buhle Mkhize, M. Renan Villacis et Mme Gaile Ramoutar lors de la septième session de l'Assemblée © ICC-CPI/ASP

Septième session de l'Assemblée

Lors de la deuxième réunion, le Bureau a approuvé l'ordre du jour provisoire de la septième session de l'Assemblée (ICC-ASP/7/1). En outre, le Bureau a décidé que la première reprise de la septième session, lors de laquelle l'Assemblée devra élire six juges et six membres du Comité du budget et des finances, se tiendra au siège de l'Organisation des Nations Unies à New York la semaine du 19 janvier 2009. Le Bureau a approuvé l'ordre du jour provisoire correspondant (ICC-ASP/7/2).

Le Bureau a décidé que la période de présentation de candidatures aux deux élections courrait du 21 juillet au 13 octobre 2008.

Concernant la deuxième reprise de la septième session, le Bureau a demandé que des locaux du siège de l'Organisation des Nations Unies soient provisoirement réservés du 6 au 10 avril 2009, jusqu'à ce que l'Assemblée prenne une décision définitive lors de sa septième session.

Facilitateurs des Groupes de travail

S'agissant du Groupe de travail de La Haye, le Bureau a désigné, lors de sa troisième réunion, S.E. Mme Hlengiwe Buhle Mkhize (Afrique du Sud) comme facilitateur chargé du Plan stratégique de la Cour pénale internationale, et plus spécialement des questions relatives à la sensibilisation et aux victimes. La coordinatrice du Groupe de travail de La Haye, S.E. Mme Kirsten Biering (Danemark) s'occupera de tous les autres aspects du Plan stratégique. M. Masud Husain (Canada) a été désigné comme facilitateur chargé du projet de budget programme pour 2009.

Le Bureau a en outre décidé d'assigner la

question de la représentation géographique et de la parité hommes-femmes dans le recrutement de personnel au Groupe de travail de New York et, lors de sa quatrième réunion, tenue le 29 avril 2008, il a désigné M. Eden Charles (Trinité-et-Tobago) comme facilitateur pour cette question. Le Bureau a également désigné M. Marcelo Böhlke (Brésil) comme facilitateur pour le plan d'action visant à parvenir à l'universalité et à la pleine mise en œuvre du Statut de Rome.

Conférence de révision

Lors de sa quatrième réunion, le Bureau a été informé des résultats des consultations officieuses qu'a tenues le Groupe de travail de New York le 15 avril 2008 sur la question de la conférence de révision, et notamment sur l'endroit où elle devrait avoir lieu.

Le Bureau a décidé d'accepter l'invitation du Gouvernement ougandais à visiter les installations qu'il propose de mettre à disposition pour la tenue de la conférence de révision.

Un groupe composé de S.E. M. Rolf Fife (Norvège), coordinateur pour la révision du Statut de Rome, M. Sabelo Sivuyile Maqungo (Afrique du Sud), facilitateur du Groupe de travail de New York sur la conférence de révision, M. Renan Villacis, directeur du Secrétariat de l'Assemblée des États parties et M. Steven Row, fonctionnaire chargé de la

sécurité au siège de la Cour pénale internationale, s'est rendu en Ouganda les 14 et 15 mai 2008 pour étudier des questions d'ordre pratique, et s'assurer notamment que le pays était en mesure d'accueillir la conférence. Le Bureau a demandé au groupe de soumettre un rapport sur les résultats de la visite avant la reprise de la sixième session.

Dixième anniversaire de l'adoption du Statut de Rome

Lors de la troisième réunion du Bureau, le Président est revenu sur les manifestations qui doivent marquer la commémoration du 10^e anniversaire de l'adoption du Statut de Rome le 17 juillet. Le programme provisoire des activités prévoit des allocutions du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies ainsi que de hauts responsables de la Cour. Le Bureau a convenu qu'une partie de l'événement serait consacrée à une cérémonie de remise de prix en l'honneur de M. Arthur Robinson, ex-Président de la Trinité-et-Tobago, pour sa contribution exceptionnelle à la cause de la justice internationale.

Le Groupe de travail de La Haye

Lors de la troisième réunion du Groupe de travail de La Haye, tenue le 18 mars 2008, le Président nouvellement élu de l'Assemblée, S. E. l'Ambassadeur Christian Wenaweser (Liechtenstein), a présenté les dernières activités du Bureau.

La coordinatrice du Groupe de travail, S. E. Mme Kirsten Biering (Danemark), a présenté un document de réflexion exposant les travaux à entreprendre par le Groupe et indiquant les priorités et les objectifs pour 2008.

Lors de sa quatrième réunion, tenue le 25 avril 2008, le Groupe de travail a été informé des derniers développements sur la question des locaux permanents par le Président du Comité de contrôle, S.E. M. Jorge Lomonaco (Mexique), et a examiné les questions relatives au Plan stratégique de la Cour concernant la sensibilisation et les victimes, la coopération et le budget.

La République de Madagascar ratifie le Statut de Rome de la Cour pénale internationale

Le gouvernement du Madagascar a déposé son instrument de ratification du Statut de Rome le 14 mars 2008. Le Statut entrera en vigueur pour Madagascar le 1^{er} juin 2008, ce qui portera à 106 le nombre total d'États parties au Statut de Rome.

En ce qui concerne le Plan stratégique, le Groupe de travail a indiqué que les dispositions du Statut de Rome relatives aux droits des victimes en matière de participation, de protection et de réparations constitueraient le point de départ des discussions du Groupe. Le facilitateur a indiqué qu'elle avait l'intention de consulter également les organisations non gouvernementales sur la question. En outre, le Groupe de travail a fait observer que la Chambre d'appel étudie actuellement la question de la participation des victimes à la procédure et que sa décision pourrait avoir des conséquences aussi bien sur le projet de budget-programme que sur la stratégie actuellement élaborée par la Cour concernant les victimes.

Le coordinateur pour la question de la coopération, S.E. M. Yves Haesendonck (Belgique), a rendu compte au Groupe de travail de ses activités et lui a exposé son projet de plan de travail. Il a indiqué qu'une lettre serait envoyée aux ambassades à La Haye et à Bruxelles, ainsi qu'aux missions permanentes à New York, demandant qu'un coordinateur soit désigné pour les questions relatives à la coopération.

Concernant la question du budget, le Président du Comité du budget et des finances, M. David Dutton (Australie), a informé le Groupe de travail des résultats de la dixième session du Comité, qui a eu lieu du 21 au 25 avril. Le facilitateur chargé des questions budgétaires a déclaré qu'il avait demandé à des représentants de la Cour d'identifier toutes les questions de politique générale qui pourraient être soulevées dans le projet de budget-programme pour 2009. Il a également exprimé son souhait de voir ces questions examinées et réglées par le Groupe de travail avant la septième session de l'Assemblée.

À cet égard, le coordinateur du Groupe de travail a indiqué que Mme Irina Nita (Romanie) a accepté de remplir les fonctions de facilitateur chargé de la question des visites familiales aux détenus indigents, qui serait examinée dans le cadre de la discussion du Groupe de travail consacrée au budget.

Comité de contrôle

Lors de sa cinquième réunion, qui s'est tenue le 19 mars 2008, le Comité de contrôle des États parties chargé de la question des locaux permanents de la Cour a convenu de recourir à un bureau de recrutement pour publier l'avis de vacance du poste de directeur de projet. Lors de sa huitième réunion, tenue le 14 mai,

le Comité de contrôle a choisi les membres du jury de sélection, en tenant compte de la nécessité d'y inclure des experts en la matière et du principe de la représentation géographique équitable. En consultation avec les experts, le sous-groupe chargé du recrutement du directeur de projet préparerait un ensemble de questions que le jury serait susceptible de poser aux candidats lors de l'entretien final.

Concernant le concours d'architecture, au 1^{er} avril, date limite de dépôt des candidatures, 170 candidatures avaient été reçues de 33 États, représentant les cinq groupes régionaux. Le jury s'est réuni les 15 et 16 mai 2008 et a présélectionné 20 candidats qui seront invités à déposer leur projet détaillé de conception des locaux permanents de la Cour.

En outre, le Comité de contrôle a poursuivi l'examen de la question du financement des locaux permanents de la Cour, en accordant notamment une attention particulière aux recommandations formulées par le Comité du budget et des finances dans le rapport sur les travaux de sa dixième session.

Comité du budget et des finances

Le Comité du budget et des finances a tenu sa dixième session du 21 au 25 avril 2008 à La Haye, afin d'aborder différents points, tels que l'exécution du budget de 2007, ainsi que des questions touchant à l'audit et aux ressources humaines et le financement des locaux permanents.

S'il reconnaissait que des progrès avaient été réalisés dans l'exécution du budget-programme pour 2007 (90,5 %), le Comité a toutefois fait observer que l'augmentation du taux d'exécution pour certains services de la Cour ne découlait pas de la réalisation

complète des hypothèses figurant dans le budget et il a relevé des dépassements. Le Comité a estimé qu'il importait pour la Cour de poursuivre ses efforts afin de parvenir à une meilleure planification budgétaire.

Le Comité a donné son avis quant au transfert de fonds d'un grand programme à un autre pour couvrir les coûts liés à la pension d'invalidité d'un ancien juge de la Cour. Il a fait remarqué, à cet égard, que conformément au Règlement financier et aux règles de gestion financière, l'autorisation de l'Assemblée des États parties serait nécessaire pour ce transfert.

Pour ce qui est des questions d'audit, le Comité a rappelé la recommandation du commissaire aux comptes selon laquelle le comité d'audit indépendant devrait être composé d'une majorité de représentants externes indépendants et a, à cet égard, vivement conseillé à la Cour de désigner les membres externes dès que possible.

Le Comité a félicité la Section des ressources humaines pour sa politique générale et ses efforts visant à augmenter le taux de recrutement. Il a notamment fait observer qu'il y avait eu des améliorations en ce qui concerne la représentation géographique et la parité hommes-femmes dans le recrutement du personnel de la Cour et a encouragé la Cour à poursuivre ses efforts en ce sens. Le Comité a de plus invité la Cour à envisager des mesures supplémentaires pour améliorer la représentation géographique, notamment en organisant des concours nationaux ou en publiant des avis de vacance de postes dans la presse nationale des États sous-représentés ou non représentés.

Le Comité a convenu de tenir sa onzième session du 8 au 16 septembre 2008.



Ambassadeur Rolf Fife (Norvège), coordinateur pour la révision du Statut de Rome et M. Sabelo Sivuyile Maqungo (Afrique du Sud), facilitateur du Groupe de travail de New York sur la conférence de révision © ICC-CPI/ASP

La CPI accueille la première des trois séances d'information à l'intention du corps diplomatique prévues pour 2008



De gauche à droite : M. Renan Villacis, M. Bruno Cathala, M. Philippe Kirsch et M. Luis Moreno-Ocampo © ICC-CPI

Le 18 mars 2008, la Cour a accueilli la première des trois séances d'information organisées chaque année à l'intention du corps diplomatique comme suite à l'engagement de la Cour d'assurer un dialogue continu avec les milieux diplomatiques de La Haye et de Bruxelles. Lors de cette douzième séance d'information à l'intention du corps diplomatique, le Président, le Procureur, le Greffier et le Directeur du Secrétariat de l'Assemblée des États parties ont présenté des informations sur les développements clés survenus au cours des derniers mois. Une attention particulière a été portée aux importants progrès enregistrés dans les procédures judiciaires au cours des derniers mois, à un moment où la Cour entame une nouvelle phase de son existence, marquée par l'ouverture prochaine de son premier procès et par la récente arrestation et le transfèrement à La Haye d'une troisième personne poursuivie dans le cadre de la situation en République démocratique du Congo. La nécessité de maintenir la coopération entre la Cour et les États parties a également été soulignée.

En passant en revue les derniers développements judiciaires, le Président a évoqué plusieurs questions de droit récurrentes, qui se posent dans la plupart des situations et qui ont des conséquences importantes pour les travaux de la Cour. Il a ainsi évoqué les problèmes pratiques et juridiques que soulèvent les modalités de participation des victimes aux procédures, le

système de communication des preuves et la nécessité de veiller sur les droits de la Défense tout en tenant compte de la protection des victimes. Le Président a aussi brièvement rappelé certains changements survenus dans l'institution ces derniers mois, à savoir la récente élection de trois nouveaux juges, le juge Nsereko (Ouganda), la juge Saiga (Japon) et le juge Cotte (France), ainsi que l'élection du nouveau Greffier, Mme Silvana Arbia (Italie).

Le Procureur a lui aussi fait une mise au point sur l'évolution des affaires et enquêtes en cours, en évoquant notamment l'arrestation et le transfèrement de Mathieu Ngudjolo Chui, ainsi que ses voyages en Colombie (octobre 2007) et en République centrafricaine (février 2008). Le Procureur a souligné le soutien apporté par les États parties aux travaux de la Cour concernant le Darfour, marqué par leur présence à la réunion du Conseil de sécurité tenue le 5 décembre à New York, qui coïncidait avec la session de l'Assemblée des États parties. Il y a vu un message adressé au Conseil de sécurité par l'Assemblée des États parties, les organisations non-gouvernementales et la Cour. Il y a également vu un message fort à destination des criminels et auteurs potentiels de crimes, révélateur du large soutien dont jouit la Cour. Enfin, il y a vu un signe important de l'engagement en faveur des victimes. Le Procureur a souligné que dans la plupart des situations faisant l'objet d'enquête ou d'analyse, la nécessité que les États parties maintiennent en permanence

les engagements pris à Rome était une préoccupation récurrente. Il a indiqué que ces engagements devaient être gardés à l'esprit dans le cadre de toute initiative de gestion de conflit.

S'adressant pour la dernière fois au corps diplomatique en cette qualité, le Greffier a donné un aperçu des défis que doit relever le Greffe, en insistant sur le fait que l'objectif n'est pas seulement de créer une institution visant à mettre un terme à l'impunité pour les crimes les plus graves, mais aussi d'établir une administration capable de rendre une justice de la plus haute qualité. Il a passé en revue plusieurs initiatives entreprises par le Greffe au cours des cinq dernières années afin de contribuer à la qualité de la justice rendue par la Cour pénale internationale. À cet égard, le Greffier a évoqué les caractéristiques de la Cour en tant qu'organisation : une organisation fournissant des services au public, une organisation capable d'appuyer une juridiction menant des procès équitables, et une institution crédible, à forte dimension symbolique.

Le Directeur du Secrétariat de l'Assemblée des États parties a pour sa part fait un exposé sur la sixième session de l'Assemblée, qui s'est tenue à New York du 30 novembre au 14 décembre 2007. Il a présenté les travaux actuels du Groupe de travail spécial sur le crime d'agression, ainsi que les activités des deux groupes de travail du Bureau, à savoir celui de La Haye et celui de New York.

L'ensemble des allocutions présentées lors la séance d'information, de même que la documentation distribuée aux États préalablement à cette séance, peuvent être consultés sur la page :

www.icc-cpi.int/about/Court_Reporting.html.

Derniers documents juridiques publics déposés au Greffe

Si vous souhaitez obtenir les dernières informations sur l'ensemble des documents juridiques publics déposés au Greffe concernant les situations et les affaires portées devant la Cour, veuillez consulter le site Internet de la CPI à l'adresse suivante : www.icc-cpi.int/cases.html.

La CPI tient sa neuvième réunion stratégique avec les organisations non gouvernementales



Le Greffier et le Procureur rencontrent des représentants de société civile après la réunion stratégique avec les ONG © ICC-CPI

Le Greffe et le Bureau du Procureur ont perpétué ce mois-ci la tradition de tenir des réunions stratégiques régulières avec les organisations non gouvernementales (ONG) participant aux travaux de la Cour. La neuvième réunion s'est tenue au siège de la Cour, du 11 au 12 mars 2008 pour le Greffe et du 13 au 14 mars 2008 pour le Bureau du Procureur.

Dans ses remarques introductives, le Greffier, M. Bruno Cathala, s'est penché sur la coopération entre le Greffe et les ONG au cours de ces cinq dernières années. Il a indiqué qu'au cours de cette période, des progrès avaient été accomplis sur deux plans : stratégique et opérationnel. Sur le plan stratégique, M. Cathala a rappelé les améliorations obtenues grâce au dialogue régulier et transparent qui a permis de clarifier le rôle de la Cour et des ONG, en soulignant la fonction judiciaire et la nature indépendante de la Cour. Sur le plan opérationnel, les ONG ont joué un rôle de plus en plus actif au fil des années, surtout pour ce qui est des travaux de la Cour sur le terrain, donnant régulièrement leurs opinions sur des questions portant, par exemple, sur la défense, la protection des témoins et des victimes, la sensibilisation et la participation des victimes. S'agissant de la coopération future avec les ONG, le Greffier a insisté sur l'importance de maintenir la délimitation des rôles et la transparence du dialogue. Il a également suggéré de lancer un « processus de réflexion » sur la forme des réunions annuelles de l'Assemblée des États parties. Il a invité les ONG à réfléchir sur cette question pour instaurer de véritables débats au cours des réunions de l'Assemblée des États parties sur les grands sujets essentiels intéressant la Cour.

Au cours de ces deux journées, les participants à la réunion ont également exprimé leurs opinions sur des questions portant sur la représentation légale des victimes et de l'accusé, la stratégie de la CPI relative aux conseils, la stratégie de la CPI relative aux victimes, les activités de sensibilisation de la Cour dans les pays faisant l'objet d'une situation, et les enseignements tirés de la session de l'Assemblée des États parties de 2007.

Après le Greffe, le Bureau du Procureur, dirigé par le Procureur, M. Luis Moreno Ocampo, a lancé le 13 mars 2008 sa réunion, qui a duré deux jours. Le Procureur s'est une nouvelle fois réjoui de l'occasion qui lui était donnée de communiquer directement avec les ONG les plus actives sur le terrain, et a remercié la Coalition pour la Cour pénale internationale de son aide pour l'organisation de cette réunion. Le Procureur a fait remarquer que depuis la dernière réunion en septembre 2007, les relations entre le Bureau du Procureur et les ONG internationales et locales ont été maintenues à tous les niveaux. Il a notamment mentionné le soutien en faveur des activités du Bureau du Procureur au Darfour qui s'est manifesté par le nombre élevé d'États parties assistant à la présentation de son rapport au Conseil de sécurité des Nations Unies, le 5 décembre. M. Moreno-Ocampo s'est ensuite réjoui du message fort lancé au Conseil de sécurité, aux responsables de crimes et aux victimes par l'Assemblée des États parties, les ONG et la Cour.

M. Moreno-Ocampo a poursuivi son allocution en présentant les activités du Bureau du Procureur depuis septembre 2007, y compris sa visite en Colombie (qui fait l'objet d'un suivi

par ses services) pour rencontrer les victimes, les juges, les procureurs et les autorités nationales. Le Procureur a également annoncé l'ouverture d'une deuxième et d'une troisième enquête au Darfour dans le rapport présenté au Conseil de sécurité en décembre, et obtenu l'arrestation de Mathieu Ngudjolo en République démocratique du Congo (RDC) en début 2008. Il a également fait état de son voyage entrepris en février en République centrafricaine pour rencontrer des victimes, et décrit comment ses services apportaient actuellement la touche finale aux préparatifs concernant l'ouverture du procès Lubanga et l'audience de confirmation des charges dans le cadre de la deuxième affaire concernant la RDC. Il a informé les participants des dernières nouvelles concernant les situations existantes, y compris le suivi de la situation en Afghanistan et au Kenya. Le Procureur a essentiellement axé son allocution sur les questions de coopération et de protection des victimes et des témoins, qui, à son avis, sont capitales pour la Cour. S'agissant de la coopération, le Procureur a souligné que ses services continuaient de demander aux États parties d'inclure dans leur ordre du jour la question des mandats d'arrêt contre Joseph Kony et les autres hauts responsables de l'ARS, et également contre Ahmad Harun et Ali Kushayb. Il a ajouté qu'il ne devrait y avoir aucune réunion bilatérale avec les États sur les territoires desquels les crimes allégués ont été commis sans que soit soulevée la question de la coopération avec la CPI, et qu'aucune assistance - qu'elle soit politique ou financière - ne devrait être fournie aux suspects qui leur permettrait de se soustraire à la justice de la Cour. Quant à la question de la protection des victimes et des témoins, le Procureur a déclaré qu'il n'admettrait aucun risque pour ces personnes, leur famille, les intermédiaires ou toute autre personne pouvant courir un risque du fait des informations fournies. Il importe que les éléments de preuve soient communiqués à temps, et le Procureur a déclaré qu'il lui incombait au titre de l'article 68 du Statut d'éviter aux témoins tout risque prévisible.

Les ONG ont affirmé qu'elles apportaient leur soutien aux activités du Bureau du Procureur depuis la dernière réunion, et souligné la nécessité d'obtenir la coopération des États parties et des autres partenaires internationaux et régionaux pour exécuter les décisions de la Cour et permettre la bonne marche des activités du Bureau du Procureur.

La prochaine réunion stratégique des ONG aura lieu plus tard dans l'année.

La CPI organise des débats publics en Ituri et au Nord Kivu



Une réunion de sensibilisation avec des policiers, à Bunia © ICC-CPI

Dans le cadre des initiatives menées par la Cour afin d'intensifier l'engagement direct avec les communautés sur le plan local, plusieurs réunions se sont déroulées du 25 février au 3 mars 2008 à Bunia, en Ituri, et à Béné, au Nord Kivu, en République démocratique du Congo (RDC). Ces réunions, organisées par l'Unité de la sensibilisation sur le terrain de la Cour pénale internationale (CPI) en collaboration avec la Section de la participation des victimes et des réparations, avaient pour objectif de donner des informations sur l'évolution des procédures judiciaires actuellement tenues devant la Cour dans la situation en RDC. En tout, plus de 350 personnes y ont participé.

Des représentants d'organisations de défense des droits de l'Homme et des principaux groupes de la société civile, des chefs de quartier, des associations de femmes et des jeunes (dont de nombreux anciens combattants), venant des villes ituriennes de Bunia, Kasenyi, Aru, Mahagi et Mambassa, sont ainsi venus à Bunia pour prendre part à des débats à bâtons rompus, qui se sont souvent révélés tout à fait animés. Ces réunions visaient essentiellement à passer en revue l'actualité judiciaire dans l'affaire Thomas Lubanga Dyilo et dans l'affaire Germain Katanga et Mathieu Ngudjolo Chui, récemment issue d'une jonction d'instances. La question de la participation des victimes a également été amplement discutée. Les affaires en cours touchant particulièrement l'Ituri, l'intérêt pour la Cour ne faiblit pas dans la région. Bon nombre de participants se sont dits confiants dans la transparence de la Cour et dans les efforts qu'elle déploie dans la région pour dissiper tout malentendu s'agissant notamment de la préparation des procès et des procédures.

Dans le sillage des réunions tenues à Bunia, la mission s'est rendue au sud, à Béné, pour lancer les activités de sensibilisation dans le Nord Kivu. Compte tenu de sa proximité avec la frontière iturienne, Béné accueille actuellement des milliers de réfugiés qui ont fui le conflit. Bon nombre d'organisations travaillant avec les victimes ou en leur faveur y sont aussi implantées.

En tout, six débats publics ont été tenus et 59 associations œuvrant en faveur des droits de l'Homme ou du développement ont participé au premier d'entre eux. Les juristes locaux, sous la houlette du parquet de Béné, ont également participé activement à cette réunion. D'autres séances ont été consacrées aux étudiants, aux représentants d'associations de femmes et de confessions religieuses, ainsi qu'aux journalistes. Une pléthore de sujets liés au travail de la Cour ont été abordés et expliqués, en particulier le rôle et les droits des victimes, les mécanismes mis en place par la Cour pour diffuser l'information, et la façon dont la CPI entend continuer de mettre en œuvre des activités de sensibilisation dans la région.

La CPI est aussi intervenue pour la première fois dans le village de Bogoro, en Ituri, en y conduisant la première d'une série de réunions destinées à sensibiliser la population active de la région. Le 29 mars, plus de 110 personnes - dont des pêcheurs, des éleveurs, des agriculteurs, ainsi que des enseignants, des étudiants et des chefs traditionnels - ont assisté à une présentation générale sur les modalités de fonctionnement de la Cour, son mandat et les affaires faisant actuellement l'objet d'une enquête ou en attente de jugement. Les participants ont ensuite engagé un dialogue ouvert avec des responsables

de la Cour et ont posé des questions sur les affaires propres à la RDC.

Les 24 et 25 mars, près de 300 policiers, y compris l'inspecteur principal et des hauts gradés de la police de Bunia, ont pris part à des séances de sensibilisation organisées dans le but d'accroître leurs connaissances sur la CPI. L'accent a été placé sur les crimes relevant de la compétence de la Cour et sur les principes généraux de la responsabilité pénale individuelle. Les participants se sont ensuite attardés sur le défaut de pertinence de la qualité officielle en tant que moyen de se soustraire à la responsabilité pénale devant la CPI et sur la responsabilité des chefs militaires et autres supérieurs hiérarchiques.

C'était la première fois que ces policiers, dont bon nombre ont combattu dans des milices avant de rejoindre les forces de police, participaient à une séance de sensibilisation. Une bonne partie d'entre eux a pris part aux discussions qui se sont ensuivies, notamment sur le principe de complémentarité - selon lequel la Cour ne peut engager des poursuites que si les systèmes pénaux nationaux ne le font pas ou n'en sont pas capables - et sur des questions liées aux réparations en faveur des victimes et aux indemnités.

Les policiers ont également demandé s'il leur serait possible d'organiser des activités de sensibilisation pour dissuader les jeunes de rejoindre les milices qui sévissent toujours dans la région et se sont engagés à apporter leur soutien à la Cour dans le cadre des activités proposées.

Le village de Bogoro cible d'activités de sensibilisation pour la première fois © ICC-CPI



La CPI inaugure un programme de sensibilisation en milieu scolaire dans le nord de l'Ouganda



Des étudiants lors de l'inauguration du programme de sensibilisation en milieu scolaire © ICC-CPI

Conformément à la stratégie de sensibilisation de la Cour visant à atteindre un large éventail de groupes sociaux dans la région, l'Unité de sensibilisation sur le terrain de la Cour pénale internationale (CPI) a ciblé la population la plus jeune au nord de l'Ouganda avec l'inauguration, au mois de mars, de son programme de sensibilisation en milieu scolaire destiné aux élèves des écoles secondaires et aux étudiants de l'Université.

Les membres de quatre écoles secondaires des sous-régions teso et acholi ont été invités à participer à la première phase du programme. Plus de 4 500 élèves de l'école secondaire Soroti Central, du collège St Joseph à Gulu, du Lycée de Kitgum et du collège Y.Y. Okot Memorial, âgés de 13 à 19 ans, ainsi que leurs professeurs, y ont participé. On espère que plus de 300 écoles du nord du pays bénéficieront du développement du programme de sensibilisation en milieu scolaire.

Le programme vise à diffuser auprès des enfants scolarisés des informations et des documents utiles à propos de la Cour, qu'ils pourront à leur tour communiquer à leur entourage, des enfants de leur âge ou des adultes, y compris leurs parents. Ces informations seront par ailleurs diffusées auprès d'autres enfants par l'intermédiaire d'un réseau de clubs de défense des droits de l'homme et d'ateliers de théâtre orientés vers les enfants. Ce réseau effectue également un

travail de communication par le biais des médias et d'autres filières éducatives. On espère ainsi faire participer au processus judiciaire de la Cour toutes les parties de la communauté touchées par le conflit en Ouganda.

Les activités ont été organisées par des représentants de l'Unité de la sensibilisation et de la Section de la participation des victimes et des réparations avec la coopération des services administratifs des écoles et des dirigeants d'associations d'étudiants. Lors de ces sessions interactives, les étudiants ont été encouragés, à travers des jeux, à endosser le rôle des différents participants aux audiences devant la Cour, pour mieux comprendre le fonctionnement des procédures judiciaires. Des exposés ont présenté le mandat de la Cour en insistant sur certaines de ses positions, notamment son incompétence à l'égard des jeunes de moins de 18 ans soupçonnés d'avoir commis des crimes. Les enfants et le personnel de l'école ont également pu interroger les fonctionnaires de la CPI sur l'exécution des mandats d'arrêt, les mécanismes de protection des victimes et des témoins comparaissant devant la Cour, ainsi que sur le processus de paix, notamment concernant les enfants et le rôle qu'ils peuvent jouer devant la Cour.

Les responsables des écoles ont indiqué qu'ils avaient particulièrement apprécié de pouvoir participer à un tel programme, de nombreux enfants présents ayant été touchés

par le conflit, et ont vivement suggéré à la Cour de se rendre dans d'autres écoles de la région. Ils ont aussi souligné à quel point il est nécessaire de donner aux enfants des informations précises sur des sujets ayant des conséquences directes sur leurs vies. Enfin, ils ont recommandé de former des professeurs de chaque école, qui pourraient par la suite coordonner d'autres activités de sensibilisation.

Plus de 700 personnes déplacées du camp d'Obuku dans le district de Soroti ont participé à la réunion d'un jour, particulièrement destinée aux femmes et aux enfants, qui s'est tenue le 7 mars 2008 en plein air. L'événement avait été organisé par l'Unité de la sensibilisation en partenariat avec les responsables du camp d'Obuku et une association locale, Charity Rights Foundation.

La journée a débuté par une représentation donnée par une troupe de théâtre basée au camp. La pièce retraçait la vie des civils au cours des 21 années d'insurrection dans la région et le renvoi consécutif de la situation en Ouganda devant la CPI.

L'équipe de sensibilisation a utilisé différentes scènes de cette représentation comme point de départ pour expliquer en détail le fonctionnement et les enquêtes de la Cour. Le message portait également sur les droits des victimes et leur rôle devant la Cour. Plusieurs participants ont posé des questions concernant les modes de réparation et d'indemnisation des victimes, auxquelles ont répondu des représentants de la Section de la participation des victimes et des réparations de la CPI.

Le camp d'Obuku accueille actuellement plus de 1 000 civils originaires de six districts : Soroti, Katakwi, Kaberamaido, Amuria, Lira et Dokolo, situés dans les sous-régions teso et lango.

Une séance de formation a également été organisée début mars dans le district de Soroti, à l'intention de 30 représentants de l'Union culturelle, et ce, afin de leur fournir des informations sur la CPI qu'ils transmettraient par la suite à leurs communautés.

Enfin, en partenariat avec l'association de l'Université de Gulu, la CPI a organisé un débat public sur « le système de justice

pénale internationale » qui s'est tenu sur le campus principal de l'Université de Gulu. Le débat a eu lieu le 14 mars et a attiré plus de 1 500 étudiants et maîtres de conférence. Il avait pour objectif d'améliorer les connaissances des étudiants s'agissant de la promotion de la justice et de l'imputabilité des crimes dans le nord de l'Ouganda et de les encourager à s'engager davantage en la matière. On espère que ces étudiants attireront ensuite l'attention de leurs camarades d'étude ainsi que des membres de leurs communautés respectives sur les questions ayant trait à la CPI, aux droits de l'Homme et à la justice transitionnelle, assurant ainsi la promotion des principes d'un système de justice pénale internationale.

Trois spécialistes du droit international et du droit relatif aux droits de l'Homme ainsi que des enseignants de l'Université ont animé le débat et lancé les discussions sur plusieurs sujets, dont « l'histoire du système de justice pénale internationale - les arguments en faveur de la CPI » et « comprendre les crimes internationaux et les différents modèles de justice - une comparaison entre le Tribunal spécial pour la Sierra Leone, le Tribunal pénal international pour le Rwanda, le Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie et la Cour pénale internationale ».

Le Doyen de l'Université de Gulu a félicité la Cour d'avoir organisé un tel événement de sensibilisation et d'avoir ainsi donné

l'occasion aux étudiants et aux enseignants de poser des questions pertinentes sur l'intérêt d'un système de justice pénale internationale dans le contexte de la situation en Ouganda. Il a demandé à la Cour d'organiser d'autres programmes également destinés aux étudiants.

Créée en 2001, l'Université de Gulu est la

première et la seule université publique dans le nord du pays et elle accueille plus de 4 000 étudiants.

Ces événements ayant eu beaucoup de succès, l'Unité de sensibilisation envisage d'organiser des activités similaires dans d'autres régions du pays au cours des prochains mois.

Le coordonnateur du bureau extérieur en Ouganda lors d'une rencontre avec les étudiants © ICC-CPI



Des responsables du Greffe de la CPI rencontrent une délégation de l'Armée de résistance du Seigneur

Le 10 mars 2008, le chef de la Section des avis juridiques de la Cour pénale internationale (CPI) et le chef de la Direction des victimes et des conseils, qui relèvent tous deux du Greffe, ont reçu la visite d'une délégation de l'Armée de résistance du Seigneur (ARS) à La Haye, afin d'évoquer des questions de procédure liées à la représentation légale des personnes poursuivies par la CPI.

Organe neutre censé faciliter la tenue d'un procès équitable, le Greffe ne s'engage avec les parties dans aucune discussion sur le fond des affaires portées devant la Cour. Il est plutôt chargé des questions relatives aux conseils de la défense ainsi que de la réception et de la distribution de l'ensemble des documents et des pièces utilisées devant la Cour. Ainsi, lors de la

rencontre, ces hauts responsables du Greffe ont présenté la Cour et ses organes à la délégation en visite, en mettant l'accent sur les responsabilités du Greffe. Les visiteurs ont été informés des critères requis pour figurer sur la liste de conseils de la Cour et ont reçu des précisions sur les procédures et les délais relatifs au dépôt au Greffe de documents et de pièces. En outre, ils ont été informés de l'existence du programme de protection des témoins de la CPI et des différentes modalités suivies en la matière.

La délégation de l'ARS a demandé à recevoir divers documents, notamment les mandats d'arrêt ainsi que des exemples de requêtes déjà déposées devant la Cour et de procurations. Les hauts responsables du Greffe ont déclaré

qu'ils restaient à la disposition de la délégation de l'ARS pour lui fournir des informations en matière de procédure et ont réitéré leur volonté de faciliter le travail de tout conseil de la Défense comparissant devant la Cour.

La délégation de l'ARS a remercié les hauts responsables du Greffe pour les informations qu'ils lui avaient fournies et qui, selon elle, lui ont permis de mieux comprendre le fonctionnement de la Cour.

Les mandats d'arrêt à l'encontre des dirigeants de l'ARS, à savoir Joseph Kony, Vincent Otti, Okot Odhianbo et Dominic Ongwen, qui auraient commis des crimes contre l'humanité et des crimes de guerre en Ouganda depuis juillet 2002, n'ont pas encore été exécutés.

Le Greffier, Bruno Cathala : les cinq premières années de la CPI

Le commentaire qui suit a été rédigé par M. Bruno Cathala, premier Greffier de la Cour pénale internationale, qui a achevé son mandat et pris ses nouvelles fonctions de Président du Tribunal de grande instance d'Evry.

M. Cathala décrit, entre autres, les progrès réalisés par la Cour et le chemin qui reste à parcourir. Il envisage sous un angle philosophique les défis que doit relever cette organisation judiciaire, notamment en termes de temps, d'espace, de symbolisme et d'intégrité. Il évoque ensuite l'idéal d'une culture commune qui rassemblerait les nombreuses nationalités présentes à la Cour.

En 1940, Ernest Hemingway écrit un roman intitulé « Pour qui sonne le Glas ? », inspiré de son expérience de correspondant auprès de l'armée républicaine pendant la guerre d'Espagne, théâtre de nombreuses atrocités préfigurant ce qui allait se dérouler durant la Seconde Guerre mondiale. Il fait précéder ce roman d'une citation du poète métaphysicien anglais, John Donne, qui écrivait au 17^e siècle : « Nul homme n'est une île complète en soi-même ; tout Homme est un morceau du Continent, une part du tout [...] ; la mort de tout homme me diminue, parce que je suis solidaire du Genre Humain. Ainsi donc n'envoie jamais demander : pour qui sonne le glas ? Il sonne pour toi ».

Nous sommes tous engagés dans l'aventure de l'Humanité. En tant que participants à cette quête de l'Humanité, nous voulons lui donner du sens en fonction de notre place particulière dans la société. La place de la CPI, c'est celle de la justice, pas celle de la paix ou de l'humanitaire. La « finalité de l'acte de justice est de juger et non d'honorer la mémoire ou d'empêcher la guerre, voire de résoudre un conflit¹ ». J'en ai eu la confirmation au cours de mes visites sur le terrain, dans le contact que j'ai eu avec les populations du Darfour, dans l'est du Congo ou dans le nord de l'Ouganda. Dans ces régions qui ont subi des exactions indicibles, la population place tous ses espoirs dans la justice pour retrouver sa dignité. Nul ne nous demande de la nourriture ou de l'aider à rentrer chez lui. Ces gens savent eux parfaitement ce que nous pouvons leur apporter, et ce qui n'est pas de notre ressort. La justice internationale ne travaille pas pour l'Histoire mais pour le présent et l'avenir, même si les activités de cette institution, telles que celles d'autres institutions judiciaires, serviront d'une part de point de départ pour écrire l'histoire et d'autre part de fondement pour que les peuples construisent ou

reconstruisent leur mémoire collective.

Pour concrétiser un tel idéal, il fallait créer une organisation aux caractéristiques spécifiques. Ce ne pouvait être une organisation politique ou administrative habituelle. Il fallait une organisation pouvant soutenir une cour de justice capable de produire des procès équitables et donc de raconter une histoire des faits appelés à être jugés, une cour compréhensible par la population locale, les victimes, le monde... bref, une organisation qui permette à une juridiction de produire une justice de qualité.

C'est cette vision qui nous a guidés depuis 2002.

Les défis ont été nombreux. Certains, les défis du temps, de l'espace, du symbolisme ou de l'intégrité sont similaires à ceux auxquels doit répondre toute institution judiciaire nationale, bien qu'en raison de sa dimension internationale, la CPI présente des caractéristiques uniques. Un autre défi, tout à fait spécifique à cette institution, est celui de la diversité.

Ce sont ces défis qui font l'objet de cette trop rapide réflexion que je voulais jeter sur le papier au moment de mon départ de la Cour.

I. La CPI face à quatre des défis classiques des institutions judiciaires

1. Le défi du temps

Comment construire une telle institution et simultanément enquêter, juger, protéger des victimes, traduire, concevoir des réseaux informatiques, sensibiliser des populations, le tout dans un environnement parfois hostile et alors que la CPI n'est pas encore reconnue, sans parler de la reconnaissance universelle ?

1. Antoine Garapon, Des crimes qu'on ne peut ni punir ni pardonner, Odile Jacob, 2002, p. 277

Lorsque la CPI a été mise en place fin 2002, nous n'avions pas de mode d'emploi ni de guide et, contrairement aux autres tribunaux internationaux qui reposaient sur l'infrastructure onusienne qui leur préexistait, nous n'avions aucun précédent. Comme toute autre création de l'ONU, les tribunaux pénaux internationaux sont des agences de l'ONU. En ce qui nous concerne, seuls trois textes étaient à notre disposition (le Statut, le Règlement de procédure et de preuve et le Règlement financier) qui, à l'évidence, ne s'attachaient pas réellement sur la mise en œuvre concrète de cette belle idée d'une cour pénale universelle. Parallèlement, il fallait gérer les attentes très fortes des États, des ONG, des médias et aussi des communautés affectées par des crimes parmi les plus graves, qui souhaitaient voir cette institution fonctionner immédiatement : « Comment n'a-t-on pas encore émis un mandat d'arrêt alors que nous avons recueilli les éléments de preuve ? C'est encore un exemple de la lenteur des juridictions internationales ! »

Nous avons retroussé nos manches ; nous avons fait tous les métiers. Durant les trois premières années, les mêmes personnes ont géré le court, le moyen et le long terme. En même temps que nous serrions un boulon, il fallait prendre des décisions qui auraient des conséquences dans le long terme.

À titre d'exemple, durant la fin 2002 et le début de l'année 2003, il a fallu recruter les premiers membres du personnel, alors même que nous n'étions pas assez nombreux pour composer des comités d'entretien d'embauche ; il a fallu prévoir l'arrivée des juges et du Procureur, programmées pour le mois de mars 2003 ; et déjà prendre des décisions qui engageaient l'avenir de cette institution mais qui ne pouvaient attendre l'arrivée des juges, du Procureur ou du Greffier.

Mais au-delà, et de façon plus fondamentale, le temps a, dans le cadre judiciaire, une toute autre dimension et est essentiel.

La fonction de juger est fortement liée au temps. La CPI est prise en tenaille entre son horloge interne, principalement guidée par la procédure judiciaire (de l'enquête à la décision d'appel), et le temps qui lui est imposé par l'extérieur, comme le temps de la communauté internationale ou le temps des pays dans lesquels la Cour intervient.

Cette question n'est pas bien comprise et je me risque à admettre que nous n'avons sans doute pas su vraiment communiquer sur ce point.

« Le juge incarne une continuité là où le pouvoir

n'est intéressé que par une courte durée. Il rappelle, en effet, qu'il existe des principes auxquels un peuple ne peut toucher sans porter atteinte au fondement même de sa composition et que ces principes doivent perdurer² ». Le juge est garant du temps long face à des échéances politiques nécessairement plus courtes. Le temps judiciaire est également en décalage avec le temps médiatique, souvent tyrannisé par l'urgence et l'immédiateté des *hot news*.

Dans l'enceinte judiciaire, le juge exerce son pouvoir par la maîtrise du temps. L'instance judiciaire doit notamment offrir aux parties le temps de leur libre expression, qu'elle soit écrite ou orale. La durée de la procédure est un temps qui leur est restitué en pleine possession dans les limites de l'encadrement procédural. Cette restitution évite la situation de domination d'une des parties par l'autre, elle desserre l'étau de la contrainte. Elle permet le débat. Ce sera au juge de régir ce temps de la procédure, qui n'est autre qu'une « institutionnalisation de la prudence, l'instauration d'une trêve, le temps de la réflexion. La procédure donne ses chances au doute³ ». Bref juger prend du temps.

C'est cette horloge interne qui doit d'abord rythmer le temps d'une juridiction. Prenons l'exemple des communications. Il existe, à mon sens, des moments de communication judiciaire bien identifiés, gérés par des acteurs judiciaires : la prestation de serment d'un juge, d'un procureur, d'un greffier ; l'exécution d'un mandat d'arrêt ou d'un jugement, l'audience... Il faut donner à ces moments de communication judiciaire du relief. Le reste du temps, la communication peut être tenue par l'organisation internationale qui soutient l'activité de la Cour.

Certes, il serait autiste de penser qu'une cour, spécialement la CPI, puisse vivre en marge du temps médiatique ou politique. La justice ne peut les ignorer. Pour autant, il serait dangereux pour une institution judiciaire de se laisser attirer dans un temps qui n'est pas le sien. Elle y perdrait son identité, sa raison d'être qui est justement de ne pas avoir le même temps que le reste de la société. Et si le judiciaire « perd » son temps, s'il perd ses repères, il en sera de même pour le reste des temps et des repères qui caractérise la société.

Cette tension entre horloge interne et temps imposé par l'extérieur existe. L'exemple du procès de Slobodan Milosevic est intéressant de ce chef. Le temps judiciaire a permis que le Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie se voie remettre par les autorités serbes leur ancien président. À

2. Marc-Olivier Padis, Marcel Gauchet : la genèse de la démocratie, Michalon, 1996, p. 94

3. François Ost, Jupiter, Hercule, Hermès : trois modèles du juge, La force du droit, Esprit, 1991, p. 271





l'inverse, ce temps judiciaire n'a pas permis que le procès de l'ancien président arrive à son terme. Au-delà des coûts financiers, ce procès était-il dépourvu de sens du fait qu'il ne soit pas arrivé à son terme ? Le plus important n'était-il pas qu'un ancien chef d'État soit en prison, qu'il doive répondre de faits criminels qu'il aurait commis devant des juges, que cela soit vu et entendu dans tous les cafés du Kosovo ou de Bosnie... ? Il est également difficile d'évaluer à ce stade les véritables conséquences du procès Milosevic à terme, dans la construction de la Serbie du 21^e siècle et je dirais même son impact sur le développement de principes de bonne gouvernance au sein de l'Union Européenne. Autrement dit, il est impossible d'évaluer les conséquences judiciaires dans l'immédiateté.

Les créateurs de ces institutions judiciaires doivent donc être conscients que cette dimension temporelle est indépassable. À ce titre, il me paraît aujourd'hui impossible de reprocher aux Chambres extraordinaires des tribunaux au Cambodge de présenter de nouvelles demandes budgétaires. Que les concepteurs de ce projet soient surpris par une telle demande révélerait leur absence de culture judiciaire.

Il existe certainement des façons de raccourcir les échéances judiciaires. À ce titre, la possibilité de tenir des procès par contumace, *in absentia*, est sûrement une piste qui mériterait d'être explorée au-delà de l'a priori de certains juristes.

Enfin, il ne faudrait pas sous-estimer la conséquence du caractère permanent de cette cour. C'est une différence fondamentale avec les tribunaux pénaux internationaux, dans lesquels on perçoit trop les effets de cette non-permanence. Aujourd'hui, les contraintes de temps imposées à ces juridictions en raison de leurs objectifs n'ont rien à voir avec le temps judiciaire. Elles sont dictées par le temps politique. Il est normal et sain qu'une juridiction cesse ses travaux lorsque sa compétence est épuisée. C'est le cas, me semble-t-il, du Tribunal spécial pour la Sierra Leone. Après le procès Charles Taylor, il n'y aura plus qu'un seul mandat d'arrêt à exécuter. Les criminels, repérés comme tels par le procureur de ce tribunal, auront donc quasiment tous été jugés. Il n'en va pas de même au Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie, ni au Tribunal pénal international pour le Rwanda. Dans le cas du Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie par exemple, nous savons tous qu'au moins deux personnes considérées par son procureur comme des acteurs principaux des tragédies de l'ex-Yougoslavie n'ont toujours pas été arrêtées et présentées devant le tribunal. Fermer ces tribunaux aujourd'hui pourrait signifier qu'on a sacrifié le temps judiciaire au profit du temps politique. Le risque existe dès lors que la justice passe à la trappe de la *realpolitik*.

La permanence, c'est d'abord la réconciliation avec le temps long, qui est celui de la justice.

C'est également la permanence qui a créé l'institution, qui la fera survivre à ses créateurs, et leur échapper pour devenir ce qu'elle doit être.

La permanence, enfin, modifie l'horizon quotidien de la justice internationale. Si les mandats d'arrêts ne sont pas exécutés, ils le seront demain. Plus on attend, plus les conséquences seront sévères car l'attente coûte cher financièrement et politiquement. Un jour, il faudra s'expliquer devant les opinions publiques et dans la salle d'audience.

2. Le défi de l'espace

Comme le temps, l'espace constitue le judiciaire.

Pour le judiciaire, le point de départ, c'est la salle d'audience. C'est le creuset dans lequel se déroule l'alchimie de la justice, l'espace dans lequel la catharsis peut avoir lieu. L'espace politique est lui bien plus vaste : il englobe la communauté entière.

Quelle que soit la société, le premier geste de justice a de tout temps été de délimiter un lieu, de circonscrire un espace propice à son accomplissement. L'espace judiciaire est un espace sacré ; il ordonne par là même l'autre espace, l'espace profane.

C'est parce que l'impartialité passe par l'instauration d'une juste distance entre les acteurs de la procédure judiciaire et entre ces acteurs et le public que la salle d'audience est aménagée de telle manière qu'une place précise est attribuée à chaque acteur et est avant tout séparée en deux par une barrière symbolique, ou comme c'est le cas à la Cour, par une vitre. D'un côté, c'est le temps et l'espace public. De l'autre, c'est le lieu de justice où règne le temps judiciaire, déconnecté du temps commun comme nous venons de l'examiner. Dans ce lieu, chacun se voit attribuer sa place. En outre, cet espace est protégé, c'est là que se dit le droit, personne ne peut le violer. Dans cet espace, toutes les différences habituelles de rang sont suspendues ; un autre ordre est substitué. Autrement dit, l'espace judiciaire contribue à réorganiser l'ordre après le chaos créé par le crime qui a été commis.

Les juges surplombent l'espace public, évoquant par leur placement en hauteur le rapport entre les juges et le ciel. Il existe une hiérarchisation de l'espace judiciaire.

Concernant l'espace judiciaire, je devrais également mentionner la possibilité de tenir des audiences *in situ*. Même si le Statut prévoit que le siège de la Cour est à La Haye, il prévoit également que « si elle le juge souhaitable, la Cour peut siéger

ailleurs ... ». Sur ce point il faut savoir que le Greffe a réalisé une étude de faisabilité dans l'affaire Lubanga.

Chacun des éléments touchant à la concrétisation d'une telle entreprise a été minutieusement examiné, comme la recherche d'un site adéquat, les questions de sécurité, la proximité avec les communautés concernées, la nécessité d'assurer une vaste couverture médiatique au procès, la logistique ou les conséquences au quotidien pour le travail au siège de la Cour.

Ce travail réalisé par le Greffe a permis de montrer que la Cour avait fait énormément de progrès en cinq années puisque nous étions en mesure, malgré les nombreuses contraintes, d'organiser une opération de cette envergure.

Il faut relever que ce projet ne s'est finalement pas concrétisé, non pas du fait de la Cour mais parce que le gouvernement du pays dans lequel devait se dérouler l'audience a estimé que les risques sécuritaires étaient trop élevés.

Cela a ensuite souligné la nécessité de l'existence d'une juridiction internationale siégeant en dehors des pays où se sont déroulés les faits. On l'avait déjà noté lorsque le Tribunal spécial pour la Sierra Leone a demandé que le procès de Charles Taylor se déroule aux Pays-Bas. La justice est liée à la juste distance qui permet aux juges de prendre, dans la sérénité et l'indépendance, des décisions. Trop près, la pression peut être trop forte sur les juges, les procureurs, les témoins ou les victimes ; trop loin, la justice ne sera pas en mesure de bien appréhender les paramètres du procès.

Il faut aussi être conscient du fait que l'auditoire de cette justice, plus encore que celui de la justice nationale, est l'Humanité. Le crime contre l'humanité, parce qu'il touche justement ce lien essentiel, « cette mosaïque délicate » pour reprendre les termes du préambule du Statut, n'affecte pas simplement les populations locales mais l'Humanité tout entière. L'auditoire de la CPI ne se limite pas aux victimes des crimes qui sont jugés. Il est beaucoup plus large.

C'est notamment à la lumière de ces réflexions que devrait s'élaborer la doctrine sur le devenir des archives des juridictions internationales : doivent-elles être restituées aux pays qui ont été le théâtre de ces crimes, aux peuples qui ont souffert dans leur chair, ou au contraire être conservées dans un lieu symbolique qui représenterait cette Humanité que l'on a tenté de briser.

À partir de cet espace qu'est la salle d'audience, la Cour peut se déployer vers les autres espaces.

Le second lieu, essentiel, c'est le terrain sur lequel

se déploient les activités d'enquête, de protection des témoins, d'information et de sensibilisation des populations qui ont été affectées par ces crimes. Intervenir depuis La Haye à des milliers de kilomètres, dans des lieux qui sont parfois encore en guerre, nous a conduit à créer des structures, des antennes sur le terrain configurées en fonction des réalités locales, très différentes de celles rencontrées aux Pays-Bas. Même si leur création a été, à mon sens, trop tardive, ces bureaux extérieurs de la Cour sont aujourd'hui consolidés dans leur existence. Le concept a également été affiné. Ces établissements représentent la Cour sur le terrain, la « face » de la Cour.

Mais, nous ne pouvons, me semble-t-il, en rester là. La CPI doit encore faire évoluer son organisation. S'il était nécessaire au début de centraliser les décisions et de mettre en place les contrôles depuis La Haye, nous entrons dans une nouvelle ère qui passera sans nul doute par une décentralisation plus poussée de cette institution, lui apportant plus de flexibilité et plus d'adaptabilité.

L'organigramme du Greffe a pris en compte ces dimensions spatiales, notamment en créant une section des opérations extérieures, qui est appelée à se développer dans le cadre de la réorganisation dont je parlais plus haut, réorganisation qui devrait toucher également l'organigramme du Greffe.

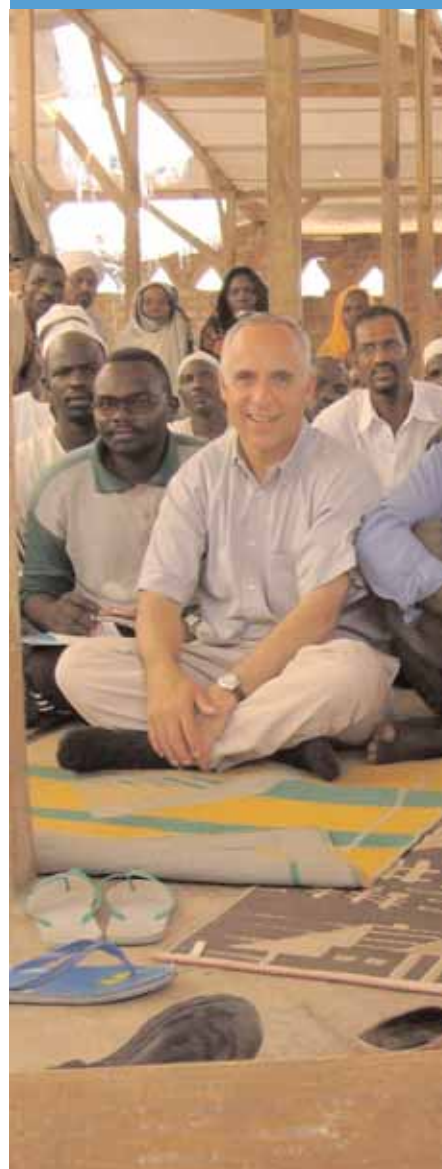
Les difficultés que nous avons rencontrées du fait du manque d'espace au sein du bâtiment temporaire qu'occupe actuellement la Cour n'ont pas facilité notre travail, et ce, malgré la bonne volonté de l'État hôte. Le fait que les services de la Cour soient aujourd'hui, et seront demain encore, éclatés entre plusieurs sites est loin d'être optimal. Il ne faut pas reproduire pareille erreur avec le bâtiment définitif.

3. Le défi de la dimension symbolique

La valeur symbolique de la justice est très élevée. C'est sans doute l'élément le plus important pour une société. On ne peut seulement gérer une institution judiciaire avec des indicateurs de résultats ordinaires. Certes ceux-ci sont essentiels ; mais il importe de se rappeler qu'une audience, c'est bien plus que quatre heures de travail ; c'est aussi la possibilité de redonner du sens au monde.

Les éléments constitutifs de ce capital symbolique sont très divers, de la couleur de la justice à son image.

Nous avons choisi, dès le premier jour, le bleu profond comme couleur de la Cour. Nous n'avons pas choisi le bleu clair de l'ONU ou le rouge, couleur d'imperium. Nous avons estimé que le bleu profond symbolise la justice. Le bleu est apparu sur





le premier papier à en-tête que nous avons arrêté dès la fin de l'année 2002 ; il a été repris par les juges lors de la décision sur le choix de la couleur des robes. S'agissant de l'image, il faudra, lors du choix des projets architecturaux pour le bâtiment permanent, se souvenir que rentrer dans un palais de justice, c'est rentrer dans un monde qui est différent de celui de l'extérieur, c'est changer nos codes, c'est rappeler qu'il y a des principes qui échappent au politique, principes qui ont à voir avec les valeurs de l'Humanité, qu'on ne peut toucher au risque de la déstabiliser. Il faut construire un lieu de justice dans lequel cette alchimie dont nous parlions plus haut puisse se dérouler et le public venant de tous les continents doit pouvoir immédiatement identifier ce lieu comme celui où est rendue une justice de qualité après un procès équitable. Il faut que cela imprègne le visiteur et les acteurs de la justice, même à leur insu.

À ce titre également, il faudra aussi très certainement revenir sur le choix du logo, choix arrêté dans la précipitation du début de l'institution. Confectionné dans l'urgence, sur le bord d'une table par des juristes du bureau du Conseiller juridique de l'ONU, il était destiné à symboliser un processus politique : l'élaboration d'un traité. Les lauriers qui soulignent la balance peuvent faire soit référence à l'ONU soit aux lauriers des vainqueurs. En outre, la balance n'est qu'un des symboles de la justice, répandu surtout dans le monde occidental ; en Afrique la justice est souvent représentée par un arbre ou par un bâton droit. Le logo actuel parle-t-il aux populations concernées par les interventions de la Cour ou au public dans le monde ? Organiser une compétition internationale pour décider, en coopération avec les juges des différents continents, les populations, et les anthropologues de la justice, ce qui symbolise une juridiction criminelle universelle, représenterait beaucoup.

4. Le défi de l'intégrité

La justice est utile car elle est politiquement un contre-pouvoir, un « tiers-pouvoir⁴ ». Philosophiquement, le juge représente l'autorité et non le pouvoir, l'*auctoritas*⁵ et non la *potestas*.

L'autorité assure le lien avec les origines alors que le pouvoir se situe dans une perspective qui ouvre à l'avenir. Il faut préserver l'intégrité de cette autorité car « la règle garde le pouvoir [et] l'autorité garde la règle⁶ ».

C'est d'abord dans la relation avec l'extérieur que cette intégrité peut être endommagée car le débat judiciaire se doit d'être transparent. Il doit respecter le principe du contradictoire. Cette qualité est nécessaire pour maintenir l'impartialité et l'indépendance de la juridiction.

S'agissant de la relation avec les États, le cadre de l'Assemblée des États Parties (« l'Assemblée ») est un outil qui devrait permettre ce débat entre le politique et la justice. Sans espace bien repéré, le risque serait que les débats inévitables et nécessaires entre politique et justice se passent en coulisse. Si les négociations et le consensus sont le mode de fonctionnement normal et classique des relations politiques, il ne peut en être de même dans le cadre judiciaire.

Le fonctionnement de l'Assemblée a été calqué sur celui de l'ONU, ce qui ne me paraît pas être la façon la plus appropriée de garantir le dialogue entre des États et une cour de justice. Outre le fait que cette organisation essentielle a déjà plus de 60 ans d'âge, il faut souligner qu'elle a été créée et qu'elle fonctionne pour faciliter le débat politique. Dans le cadre de l'ONU, l'Assemblée générale ou le Conseil de sécurité prennent des décisions, qui sont mises en musique par le Secrétariat général. À l'évidence, ce fonctionnement ne peut être celui de la Cour. L'Assemblée ne saurait décider des choses qui devraient être exécutées par les juges !

Pour autant, le respect de l'intégrité ne veut pas dire que les débats seraient illégitimes. Au contraire, il me semble qu'il faut développer les débats informels entre représentants de la Cour et représentants des États. C'est déjà le cas pour les activités d'information et de sensibilisation des populations, plus connues sous le nom d'*outreach*. Pourquoi ne pas étendre la démarche aux sujets essentiels comme la défense, la prison, les enquêtes... ? La deuxième piste pourrait être d'organiser un véritable débat, informel là encore, entre le Procureur et les États sur la politique pénale. Cela ne pourrait évidemment pas porter atteinte à l'indépendance du Procureur, qui agit sur le fondement des prescriptions du Statut. Mais cela permettrait une véritable discussion sur le fond.

Aujourd'hui, en l'absence de discussions sur les politiques judiciaires, cet échange a lieu dans le cadre du débat budgétaire, c'est-à-dire que la politique de la CPI se définit dans un face à face

4. Selon l'expression de Denis Salas, « qu'est-ce que c'est que cette nouvelle justice, si ce n'est un tiers pouvoir qui, par son extériorité, réfère la démocratie toute entière à des principes fondamentaux et impose désormais un cadre juridique à la puissance étatique ? », *Le tiers pouvoir*, Hachette, 1998, p. 170
5. Cette insaisissable notion dont la vertu était d'accroître la valeur de tout acte auquel il donnait son accord, bien au-dessus de la *potestas*, cette puissance en soi sans contenu dont devaient se contenter les magistratures inférieures dépourvues d'imperium.
6. Antoine Garapon, *Le gardien des promesses - justice et démocratie*, Odile Jacob, 1996, p. 180

entre le Greffier et, la plupart du temps, des représentants de ministères des finances et des affaires étrangères. Les discussions concernant les politiques de la Cour devraient avoir lieu dans le cadre du plan stratégique, non du budget.

Il est donc urgent d'inventer un nouveau mode de fonctionnement, d'interaction entre la Cour et les États parties, pour que l'Assemblée tende à faciliter le fonctionnement d'une institution judiciaire.

J'aimerais m'arrêter très rapidement sur la discussion budgétaire qui est souvent mal vécue par les cours de justice de par le monde. À l'évidence, le respect de l'intégrité ne consiste pas à dire à la Cour : « présentez-nous votre budget, nous l'approuverons tel quel parce que vous êtes indépendants ». Le prix à payer par les citoyens de la communauté internationale pour une juridiction internationale n'est pas neutre. Lorsqu'un pays met un euro dans la justice internationale, il ne l'utilise pas pour éradiquer la faim dans le monde ou pour améliorer son système de retraite, de santé ou d'éducation. C'est donc une question démocratique, une question de choix qui appartient avant tout aux représentants des pays et aux représentants de la société civile. C'est, à notre sens, consciente de cette question que la Conférence des présidents des cours suprêmes de la région Asie-Pacifique, qui regroupe des juges venant de systèmes juridiques très différents, a fait la recommandation suivante dans sa déclaration de Pékin⁷ : « lorsque, en raison de contraintes économiques, il est difficile d'allouer au système judiciaire des installations et ressources dont les juges considèrent qu'elles sont suffisantes pour leur permettre d'exercer leurs fonctions, la nécessité de préserver l'état de droit et la protection des droits de l'homme commandent néanmoins que les besoins du corps et du système judiciaires se voient assigner une priorité élevée dans le cadre de l'allocation des ressources⁸ »

En effet, personne n'ignore que le budget contient des éléments qui sont de nature à avoir des conséquences lourdes sur l'indépendance des acteurs du procès. Pour le Procureur, le risque serait par exemple ne pas avoir les moyens de diriger les enquêtes qu'il estimera nécessaires pour mener la mission qui lui est confiée dans le Statut. Pour la Présidence, le risque serait de ne pas être en mesure d'appeler à la Cour le nombre de juges nécessaires. Pour la défense, ce serait devoir renoncer à des voyages nécessaires pour rendre visite à un client, etc.

Pour résumer, et en étant caricatural, si l'on diminue le budget d'une mission de maintien de la paix, elle tentera quand même de réaliser certains de ses objectifs en réorganisant ses priorités. La responsabilité sera portée par l'organisation. Pour une cour, il est impossible, par exemple, de ne pas juger un accusé, de le relâcher ou de ne pas assurer sa défense faute de moyens financiers.

Pour autant, je le répète, il n'est pas envisageable pour les États parties d'accorder à la Cour le budget qu'elle sollicite sans exercer aucun contrôle⁹, notamment sur les politiques qu'elle voudrait développer et qui emportent des conséquences financières importantes. Il faut donc que la Cour soit en mesure d'être réellement transparente¹⁰ dans sa gestion et qu'elle fasse la preuve de son efficacité dans ses systèmes de gestion et de management. C'est pourquoi nous avons, dès le premier budget, sollicité des fonds importants pour la mise en place de moyens informatiques performants. C'est également pourquoi nous avons travaillé à la mise en place d'un outil qui permette d'analyser les différentes étapes de la procédure judiciaire : le Modèle de capacité de la Cour qui permettra, lorsqu'il aura été validé par l'expérience, de faire en sorte que les coûts soient davantage prévisibles. C'est pourquoi, enfin, la suggestion du Comité du budget et des finances de faire apparaître dans le budget les projets qui ont des conséquences sur plusieurs années doit être suivie.

On ne peut clore ce débat sur la transparence budgétaire sans faire référence au plan stratégique lequel, parce qu'il dévoile les trois axes principaux autour desquels nous avons pensé que la Cour devra se développer dans les dix années à venir, constitue également un instrument essentiel dans le dialogue entre la Cour et les États parties. Comme indiqué plus haut, les questions importantes de politique devraient être débattues dans le cadre du plan stratégique. Depuis le début, nous avons déployé des efforts considérables pour définir chaque fois que possible des objectifs communs à tous les organes, et pour travailler ensemble à leur mise en œuvre. Si beaucoup reste encore à faire non seulement pour mettre en œuvre ce plan mais aussi pour l'affiner, il est tout à fait remarquable qu'un tel plan ait pu être lancé lors des toutes premières années de la Cour. Le plan stratégique continuera de constituer un outil important pour la Cour, tant en interne que dans le cadre de ses rapports avec les parties prenantes, en

7. 19 août 1995

8. Par. 42 ; voir également Les principes fondamentaux relatifs à l'indépendance de la magistrature, approuvés par l'Assemblée générale des Nations Unies le 29 novembre 1985 (A/RES/40/32), qui invita, le 13 décembre 1985, les gouvernements à en tenir compte dans leur législation et leur pratique nationale (A/RES/40/146), notamment par. 7

9. Depuis le mois d'avril 2003, un organisme de contrôle externe intervient à la Cour.

10. L'objectif est de poster sur le site Internet le budget de la Cour et son exécution afin que chacun puisse contrôler l'utilisation des deniers publics.





particulier les États.

Il est possible d'évaluer le travail d'une cour de justice tout en maintenant intacte son indépendance, même si on ne peut nier la difficulté qui réside dans le fait d'évaluer un bien public, la décision judiciaire¹¹, présentant une forte dimension symbolique. Il existe toutefois bel et bien une production judiciaire que l'on peut donc identifier et compter.

Nous avons également œuvré avec le Comité du budget et des finances pour la création du fonds pour imprévu. Il est pour moi le symbole de l'indépendance de la Cour. Autant dans les juridictions nationales, on peut jouer sur le grand nombre d'affaires pour trouver des marges de manœuvre, autant dans les juridictions internationales cela n'est pas possible. La seule solution pour donner cette indépendance à la Cour était la création du fonds pour imprévu.

Pour clore temporairement la question du budget, il ne faut pas que la Cour soit mise en position de mendier les contributions dont sont redevables les États parties¹². Un tel état de fait la placerait sans nul doute dans une position de dépendance. Aujourd'hui, ce n'est pas le cas. Depuis 2002, la CPI a reçu en moyenne plus de 99% des contributions des États parties. Cela reflète une réelle volonté des États parties de donner à la Cour les moyens de fonctionner pleinement.

Pour terminer sur les relations entre la Cour et les États parties, il me faut dire deux mots des questions de coopération. Beaucoup de choses ont été dites et écrites sur ce point durant les deux dernières années. Il est dès lors inutile d'y revenir, excepté peut-être sur quelques points.

La coopération, c'est d'abord un bien grand mot pour une réalité très prosaïque. Il s'agit d'aider la CPI en lui fournissant des informations, des moyens de transport, du soutien dans le cadre de son régime de protection de témoins...

Ensuite, à la réflexion, je trouve dommage que la question de l'exécution des mandats d'arrêt c'est-à-dire de la remise de personnes à la Cour se trouve dans le chapitre IX du Statut, dédié à la coopération. Elle aurait dû se trouver dans le chapitre intitulé « Exécution ». Il s'agit de l'exécution d'une décision de justice. Celle-ci ne peut donc faire l'objet d'une quelconque négociation. Imaginons le scandale dans un pays démocratique si une décision d'un juge n'était pas exécutée par la police !

L'exécution des décisions d'un juge est un principe démocratique. Si tel n'est pas le cas, le risque est l'anarchie ; la loi du plus fort. Comme le rappelait le philosophe français Blaise Pascal : « La justice sans la force est impuissante, la force sans la justice est tyrannique ».

Pour autant, on peut comprendre les légitimes interrogations de ceux qui doivent exécuter les décisions, en veillant sur l'équilibre entre la paix et la justice. Je crois fondamentalement qu'il existe un déficit de réflexion théorique.

Ne faudrait-il pas par exemple s'interroger : peut-on parler de paix pour les crimes qui sont du domaine de la CPI ? Ne confondons-nous pas deux concepts différents : la réconciliation et la paix ? Si cette dernière peut effectivement donner lieu à une négociation entre camps qui se sont combattus, comment peut-on faire la paix avec ceux avec lesquels on n'a jamais fait la guerre ? Comment peut-on faire la paix entre Milosevic et les femmes de Srebrenica ? Comme le disait en Afrique du Sud une veuve célèbre : « Nous voulons la réconciliation mais avec la justice ».

Il faudrait également se demander pourquoi ces populations demandent la paix et pas la justice. Une hypothèse plausible est qu'elles n'ont jamais rencontré la justice ou bien qu'elles n'y croient plus, n'y ayant pas eu accès depuis longtemps.

On ne peut manquer également de relever pour nourrir le débat que ce sont les gouvernements légitimes en place, dans trois des quatre situations déferées à la Cour, et le Conseil de sécurité des Nations Unies, dans la dernière situation, qui par leurs saisines ont opéré des choix. Ce n'est pas le Procureur. Ces organes politiques ont saisi la justice tout en sachant qu'il leur faudrait se préoccuper aussi de la paix.

Là encore la justice doit rester à sa place. Elle n'est pas là pour reconstruire le tissu social et politique mis à mal, voire anéanti, par l'ampleur de ces crimes qui touchent les racines mêmes du vivre ensemble. En intervenant, la justice, à côté d'autres formes d'intervention, ne fait que recréer les conditions de cette réconciliation et reconstruction du politique. Elle rappelle par exemple que la préservation de la dignité de l'homme n'est pas seulement bénéfique pour la victime mais qu'elle est la condition essentielle du lien politique.

Les termes du débat doivent également être clarifiés concernant les ONG. En effet, le dialogue

11. L'expression décision judiciaire regroupe évidemment les jugements (chambres préliminaire, de première instance et d'appel) et les ordonnances mais également toutes les décisions, orales ou écrites, prises dans le cours d'une instance judiciaire, ou prises par le Procureur, comme les décisions de poursuivre ou de ne pas poursuivre.

12. Antonio Cassese, *International Criminal Law*, Oxford University Press, 2003, p. 346

que nous avons entamé avec elles dès les premiers jours de la CPI nous a permis de commencer à mettre en place de nouvelles méthodes de travail, qui ne reposent plus sur le lobbying ou la négociation. Cela a nécessité de développer un dialogue avec les ONG car elles avaient joué un rôle essentiel dans la naissance de la Cour, cette naissance étant un processus politique. Le risque existait que perdure le mode de fonctionnement en cours dans cette dynamique. Nous avons donc créé un moment de débat régulier (deux fois par an) et une rencontre traditionnelle durant l'Assemblée des États parties.

Il a, par exemple, été possible d'explicitier quels étaient le rôle de la CPI et celui des ONG dans la communication sur la Cour et notamment par rapport aux activités d'information et de sensibilisation¹³.

Ce dialogue a été, me semble-t-il, essentiel pour clarifier les rôles. Il ne suffira pas. Le débat judiciaire dans la salle d'audience permettra également, et a déjà permis aux ONG de progressivement mieux percevoir les limites de leur rôle et de leurs interventions. Il faut éviter la confusion des rôles et des responsabilités.

II. La CPI face au défi nouveau de la diversité

C'est un enjeu essentiel, aux multiples facettes. Comme l'a rappelé dernièrement l'UNESCO, la diversité culturelle est source de dialogue et de développement.

La Cour est avant tout une communauté de femmes et d'hommes. C'est là sa seule richesse. Ces personnes ont des nationalités différentes (79) et des horizons professionnels très diversifiés. Elles appartiennent à des cultures variées, ont des croyances, des perceptions et des valeurs différentes, notamment en matière de justice pénale internationale. Comment faire en sorte que ces individus se comprennent, qu'ils se sentent reconnus, que leurs expériences soient prises en compte même si elles sont réinterrogées à l'aune des réalités complexes que nous devons affronter jour après jour ? Bref qu'ils puissent travailler ensemble en ayant en vue un but commun : la qualité de la justice ?

Il faut donc construire **une culture commune** qui permette à ces femmes et à ces hommes de se comprendre et de s'apprécier pour pouvoir former des vraies équipes. C'est l'une des tâches du plan stratégique. Mais nous y avons déjà travaillé dans le cadre de formations et de l'élaboration d'un système de notation et des compétences de base de la CPI.

Cette culture commune ne peut être la somme des cultures des différents membres du personnel. C'est une construction *sui generis*, tant en termes de culture 1+1 n'est pas égal à 2.

Quelques éléments pour une culture commune à la CPI : la valeur des cultures différentes, le respect, la faculté d'aborder les choses avec humilité, le fonctionnement non bureaucratique de l'institution, le principe d'une Cour unique et soudée, le respect de principes éthiques, le bilinguisme perçu comme une richesse... et surtout les **principes judiciaires**.

J'ai sous-estimé le déficit de culture judiciaire, de connaissance des concepts de base de la justice qui existait parmi les professionnels que nous avons recruté. J'ai commis un contresens, pensant que les membres du personnel venaient pour travailler à la Cour alors qu'ils venaient pour exercer leur profession.

Il n'est en réalité pas facile de comprendre la culture judiciaire. Cette expérience montre que le plus grand problème n'est pas l'écart entre ceux qui ont été nourris à la *common law* et ceux qui ont été nourris au droit continental. Il y a dans ces deux traditions juridiques des éléments communs de culture judiciaire qui peuvent être difficiles à comprendre pour les personnes qui ne connaissent pas les institutions judiciaires.

Premier exemple : la justice peut décevoir ses initiateurs, peut acquitter quelqu'un dont le monde entier, la presse, et même les victimes, ont déjà déclaré la culpabilité. La justice n'a pas de coupable obligé ou d'innocent nécessaire, ce qui serait particulièrement grave quand on juge des personnes auxquelles on reproche justement d'avoir transformé des catégories de populations - les juifs, les tutsis, etc. - en boucs émissaires. Le droit, c'est le droit ; il n'est pas forcément moral.

Deuxième exemple : la question des victimes. On entend souvent : « cette Cour a été créée pour les victimes ». Cette remarque, qui paraît frappée au coin du bon sens, recèle en réalité un danger réel : réintroduire le face à face victime / accusé, la Loi du talion en quelque sorte. Un des grands progrès de la civilisation a justement été de créer de la distance, de mettre entre la victime et l'accusé un tiers qui accuse au nom de la société et non pas au nom d'une vengeance personnelle. Il ne faut pas que la peine soit comprise comme la réparation d'un tort ; c'est la sanction d'une faute. Évitions tout retour en arrière, tout retour de l'émotion dans le jugement. Pour autant, c'est une réelle avancée de la justice pénale internationale que de permettre aux victimes de participer à la procédure, c'est-à-dire de



¹³ Voir plan stratégique d'information et de sensibilisation de la CPI sur le site : www.icc-cpi.int.



leur donner l'occasion de comprendre ce qui s'est passé, et d'obtenir réparation.

Ce travail de mise à niveau reste largement à faire et je suis certain que la CPI y est prête tant on constate au jour le jour les difficultés qui sont liées à ce déficit.

C'est également sur la base de ces principes judiciaires que le Greffe est structuré. En effet, les missions du Greffe pourraient être parfois perçues comme incompatibles les unes avec les autres. C'est ainsi que j'ai été amené à créer une direction en charge du service de la Cour, qui soutient le fonctionnement de la Cour et les différentes activités du procès, et une autre direction qui apporte son concours à seulement certains des participants à la procédure : les victimes et les conseils. C'est aussi pourquoi le Greffe ne peut être que cet organe neutre qui est dessiné par le Statut. Le fait que nous soyons, et que nous ne serons, quantitativement qu'une petite organisation nous oblige à développer notre efficacité et à éviter les doublons. Le Greffe doit par exemple soutenir la défense et le Procureur qui travaillent dans les mêmes bureaux sur le terrain ou protéger tour à tour leurs différents témoins. Le Greffe a gagné dans ces cinq premières années cette place délicate ; cela a été reconnu notamment dans le cadre d'une modification du Règlement de la Cour (norme 24 bis).

C'est pourquoi également nous avons, depuis le premier jour, tenté d'organiser l'administration de manière à garantir que tous les moyens sont mis à la disposition des juges, du Procureur, de la défense et des victimes, pour parvenir à produire un procès équitable et une décision de qualité. C'est ce que nous avons dénommé l'administration judiciaire. Celle-ci possède, à l'évidence, de nombreux points communs avec des entreprises, étatiques ou privées, mais elle est aussi, par bien des aspects, différente. En effet, comme nous l'avons vu, la décision judiciaire n'a aucune valeur marchande et tous les acteurs du processus judiciaire à la CPI sont indépendants. L'administration judiciaire nécessite donc d'abord une autoévaluation permanente de son action, la mise en place ensuite d'un véritable pilotage judiciaire de la Cour, et enfin un personnel qui comprend et intègre dans son travail quotidien le fait de travailler dans un temps et dans un espace judiciaire.

La spécificité d'une telle structure signifie qu'à mon sens il est très difficile de la reproduire. C'est pour cela que je crois que si de nouveaux tribunaux internationaux devaient être créés, ils devraient être établis sur la base du cadre de la CPI ou au moins s'en inspirer.

Avoir une cour internationale tout à fait universelle sous-entend non seulement que de nombreux pays aient accédé au Statut mais également que les membres du personnel qui y travaillent viennent de pays différents. Afin d'y parvenir, nous avons pensé qu'il était particulièrement important d'organiser des comités d'entretiens d'embauche composés de femmes et d'hommes d'origines diverses. Cela étant, le premier critère pour être recruté dans cette institution restera la compétence. Je suis dès lors fermement opposé à ce que des postes, de quelque niveau qu'ils soient, puissent être réservés à telle ou telle nationalité. Un tel principe saperait cette recherche de l'excellence que les États ont installée en tête de la liste des critères dans le choix des collaborateurs de la CPI.

Il faut enfin parler de la culture des populations qui ont souffert des atrocités commises. Il faut être attentif à ce que notre intervention ne cause pas de nouveaux traumatismes. Notre hypothèse était, et reste, que l'anthropologie est certainement une discipline qui peut nous aider à mieux comprendre les conséquences de notre intervention. Pour autant, la prétention universelle de la justice pénale internationale nous oblige à avoir clairement à l'esprit ce qui est intangible en elle et la définit, et ce qui peut recevoir des traductions différentes selon les cultures. Il faut être très attentif dès qu'on parle de justice traditionnelle à ne pas tomber dans un romantisme judiciaire. Les mécanismes traditionnels ont été généralement élaborés pour gérer des conflits ordinaires, ce qui devrait rendre très difficile leur extrapolation pour traiter d'une situation extraordinaire. Les crimes de masse marquent par leur nature une rupture dans la culture d'une société.

Je suis conscient des lacunes, des imprécisions et des approximations de ces quelques lignes. Il faudrait discuter et enrichir nombre de ces réflexions. Mon objectif était de donner, tant que les choses étaient encore présentes à mon esprit, des clés pour décoder ce que nous avons fait au cours des premières années de cette formidable institution.

Pour terminer, je voudrais souligner que je suis encore davantage persuadé après ces cinq ans et demi consacrés à servir la CPI que la régulation de la mondialisation peut être réalisée par le droit, c'est-à-dire par des normes que l'on s'est données dans le cadre d'une discussion raisonnée, plutôt que par des rapports de force militaires ou économiques, et que c'est une grande ambition démocratique qui mérite le dévouement de tous.

Bruno Cathala
Greffier de la CPI 2002 - 2008

Photos : Bruno Cathala : Les différents aspects des nombreux rôles du Greffier de la CPI, tant sur le terrain que au siège de la Cour de 2002 à 2008.